

*l'Anti*capitaliste

N°118 | SEPTEMBRE 2020 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



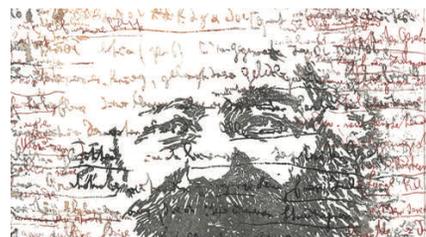
VICHY, CONTINUITÉ ET DISCONTINUITÉ DE L'ÉTAT FRANÇAIS



UNIR POUR AGIR



LE JOUR D'APRÈS DANS L'ÉDUCATION



LE DERNIER MARX

Sommaire

EDITORIAL

Julien Salingue Antiracistes, tant qu'il le faudra **P3**

PREMIER PLAN

Joséphine Simphon Ne masquons pas nos colères... reprenons l'offensive **P4**

Manu Bichindaritz Unir pour agir **P7**

Mathilde Stein Le jour d'après dans l'éducation **P9**

Sanem Öztürk Agenda des femmes en Turquie : le principal problème est la violence sexiste **P11**

Metin Feyyazn Turquie : coût de la pomme de terre vs coût d'une balle **P12**

Paul Martial Quel avenir pour le Mali ? **P13**

João Machado

Malgré les catastrophes et les crimes, le gouvernement Bolsonaro continue **P15**

DOSSIER

Patrick Le Moal Les républicains installent l'« État Français » de Pétain **P18**

Ernest Mandel « Ce fut un parlement de "gauche" qui a décidé, à une écrasante majorité, de remplacer la République par l'État français avec Pétain à sa tête » **P21**

Henri Rousso Vichy et la « Révolution nationale » **P23**

Laurent Ripart Vichy et les juifs **P25**

Gilbert Pago Dissidence et résistance aux Antilles et en Guyane pendant la Seconde Guerre mondiale **P28**

Patrick Le Moal

Fin de Vichy : Restaurer un État bourgeois pour éviter la révolution ! **P31**

LECTURES

Georges Ubbiali Le dernier Marx **P34**

FOCUS

Antoine Larrache Trotsky, « le dernier combattant d'une légion anéantie » **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

La poignée de main entre Philippe Pétain et Adolf Hitler le 24 octobre 1940 à Montoire:
© Bundesarchiv, Bild 183-H25217 / Wikicommons



Les grévistes d'Ibiza posent avec le poing levé devant le siège central d'Accor à Issy-les-Moulineaux, 8 septembre 2020. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société editrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :
3 000 exemplaires

Maquette et impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Antiracistes, tant qu'il le faudra

PAR JULIEN SALINGUE

Le scandale de la « fiction » de Valeurs actuelles mettant en scène Danièle Obono en esclave a rappelé à qui l'aurait oublié durant l'été que la gangrène raciste ne cessait de progresser. Pas une semaine ne se passe sans une nouvelle « Une » stigmatisante ou une nouvelle déclaration provocante.

Le gouvernement Castex n'est pas en reste, avec son projet de loi « séparatisme », qui jette une nouvelle fois une suspicion collective sur les populations musulmanes, les désignant comme une cinquième colonne responsable de toutes les fractures de la société. Et l'on n'oublie pas non plus les déclarations de Macron avant l'été, amalgamant les mobilisations contre le racisme et les violences policières au « communautarisme » et – déjà – au « séparatisme ».

VAGUE INTERNATIONALE

C'est à une nouvelle séquence de crispation identitaire que l'on assiste depuis plusieurs mois, mais pas du côté des boucs-émissaires désignés. Tel est en effet l'un des paradoxes de la position de nombre de pourfendeurs du « communautarisme » : (feindre de) ne pas se rendre compte qu'en renvoyant des personnes revendiquant l'égalité des droits à une supposée « communauté » au nom de laquelle ils et elles se mobiliseraient, voire en les accusant de vouloir se « séparer » du reste de la population, ils se livrent eux-mêmes à un exercice d'auto-affirmation identitaire, exprimant leur adhésion à un ordre raciste au sein duquel chacunE doit rester à la place qui lui est assignée, fut-elle subalterne.

La vague de mobilisation internationale ouverte par le meurtre de George Floyd à Minneapolis le 25 mai dernier est loin d'être terminée. Parce qu'il ne s'agissait pas d'une « simple » indignation face à un énième crime policier, mais bien d'une lame de fond face à un système de discriminations et de violences. Un « racisme structurel », institutionnel, qui s'exprime, en France comme ailleurs, tout autant dans les discriminations au travail ou au logement que dans les politiques criminelles à l'égard des migrantEs et des sans-papiers, ou dans la pratique systématique des contrôles au faciès, souvent à l'origine des crimes policiers.

C'est contre ce racisme institutionnel que des millions de personnes se sont levées, au premier rang desquelles les « premierEs concernéEs », pas contre des idées dangereuses ou des comportements individuels intolérables. Ce sont bien les structures de la domination qui sont remises en cause et, quand bien même différentes orientations cohabiteraient au sein des mobilisations antiracistes, leur puissance politique réside précisément en ceci qu'elles n'expriment pas un antiracisme « moral » mais résolument politique, et que nombre de ses acteurEs articulent critique du racisme et du système capitaliste.

PANIQUE IDENTITAIRE

C'est ce qui explique la panique identitaire du côté de l'extrême droite et de la droite extrême, qui a conduit à de tragiques passages à l'acte, comme aux USA avec le meurtre de deux manifestants antiracistes, le 27 août à Kenosha (Wisconsin), abattus par un jeune suprémaciste blanc âgé de 17 ans. C'est ce qui explique aussi, en France, le déchaînement contre Assa Traoré et le comité pour Adama qui, s'il n'a pas commencé avec les mobilisations de juin, a connu une accélération sans précédent au cours d'un été également marqué par des campagnes systématiques, sur internet, contre nombre de figures – racisées – du combat antiraciste.

Les immondices publiées par *Valeurs actuelles* ne sont donc pas un coup de tonnerre dans un ciel serein, et les indignations hypocrites de certains ne masquent guère le fait que, dans un pays où le débat politique est toujours plus polarisé par l'extrême droite, les « grands médias » ont fait le choix de l'adaptation, voire de l'accompagnement du phénomène. Idem sur le champ politique, lieu d'un



© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

véritable continuum raciste, au sein duquel l'extrême droite peut se féliciter chaque jour de voir ses « thèmes » et ses « thèses » reprises par des responsables politiques dits « républicains », dont les larmes de crocodile concernant Danièle Obono ne font guère illusion.

Ainsi en va-t-il de la thématique de « l'ensauvagement », désormais portée par le ministre de l'Intérieur, ou de celle, comme nous l'avons déjà signalé, de la « menace séparatiste » agitée par Macron et Castex. Et de-

main, le « grand remplacement » ? Tout semble en effet bon, du côté d'un pouvoir aux abois, pour justifier violences et discriminations contre les personnes racisées et pour tenter de détourner la colère des classes populaires à l'heure où une crise économique et sociale sans précédent est en train de s'abattre sur elles, renforcée par les mesures pro-patronales du gouvernement.

En cette rentrée, avec un pouvoir à l'offensive et un camp réactionnaire de plus en plus crispé et brutal à l'heure où une vague internationale de mobilisations antiracistes ébranle les fondations d'un système de domination et de hiérarchisation raciales qui n'a que trop duré, vigilance et mobilisation antiracistes sont de mise. Nous serons de toutes les luttes mettant en cause ce système, à commencer par le combat contre les violences policières et la lutte des sans-papiers, avec notamment la perspective de la grande marche nationale qui culminera le 17 octobre à Paris. Un combat indissociable de toutes les luttes pour défendre les intérêts de notre camp social. □

Ne masquons pas nos colères... reprenons l'offensive

PAR JOSÉPHINE SIMPLON

Des centaines de milliers de suppressions d'emplois d'un côté, des cadeaux sans limite au patronat de l'autre, il est temps de construire une riposte sociale contre le gouvernement et le patronat.

320 suppressions d'emplois annoncées à Figeac-Aéro dans le Lot ; 290 annoncées à Stelia, filiale d'Airbus dans la Somme ; 186 annoncées à Cargill dans le Nord et 200 annoncées pour Verallia en Gironde, qui s'ajoutent à celles de Courtepaille, La Halle, Renault, ADP, Alinéa, Nokia, Airbus... la liste des entreprises qui licencient n'en finit plus en cette rentrée. Selon la Dares, entre le 1^{er} mars et le 19 juillet, 275 plans sociaux ont été enregistrés supprimant ainsi près de 45 000 postes sur l'ensemble du territoire. S'ajoute à cela les 2 000 « petits licenciements collectifs » sans oublier la fin des CDD, des contrats intérimaires et l'explosion des Accords de performance collective (APC) permettant aux patrons de baisser les salaires et/ou de dégrader les conditions de travail pour soi-disant maintenir l'emploi. Mais on le sait, cela n'est que temporaire comme ce fut le cas pour les salariéEs de SMART en Moselle qui avaient accepté de travailler deux heures de plus par semaine gratuitement en 2015 et dont l'annonce de la délocalisation de leur usine vient d'être confirmée. L'accord aura au final permis au patron de dégager un peu plus de profits...

En cette rentrée, il y a 800 000 privéEs d'emplois de plus. L'hécatombe est loin d'être terminée surtout que la crise sanitaire est un bon prétexte et que ce gouvernement comme ceux précédemment ne met aucun bâton dans les roues des entreprises pour freiner cette spirale infernale, bien au contraire. Surtout que tout a été fait depuis des décennies pour faciliter les licenciements, les

fins de contrats... Qui se rappelle aujourd'hui que jusqu'en 1986, licenciement administratif ? Même si cela n'empêchait pas réellement les licenciements, ils étaient tout de même plus difficiles à mettre en œuvre. Le rêve du Medef a été exaucé par les différents gouvernements et plus particulièrement par Hollande et Macron avec leurs différentes lois en la matière. Et ils ont ainsi, comme le souhaitait le patronat, détruit le code du travail et la protection des salariéEs en avançant toujours les mêmes arguments : favoriser la compétitivité des entreprises et l'emploi. Mais cet argument est un fake puisque ces politiques n'ont permis qu'une seule chose : précariser en toute impunité toujours plus les salariéEs et augmenter les dividendes versés aux actionnaires.

OPEN-BAR POUR LE PATRONAT

Pour faire face à la plus grave crise économique depuis 1929, Castex et Le Maire viennent de mettre sur la table 100 milliards d'euros sans conditions... pour le patronat – on comprend mieux la très grande satisfaction du Medef à l'annonce du plan de relance. Selon eux, cela permettra de relancer l'économie. Renouant ainsi avec les mêmes vieilles recettes. En effet, les mesures d'exonérations d'impôts et de cotisations se sont multipliées et ont été empilées depuis 10 ans ; exonération Fillon sur les bas salaires, Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), devenu depuis allègements pérennes des cotisations sur les salaires allant jusqu'à 2,5 SMIC... Et comme les précédents cadeaux, les

100 milliards donnés aujourd'hui aux entreprises ne « sauveront » en rien l'emploi, ne permettront pas d'augmenter les salaires ni même de développer les services publics. Et une fois encore, la politique de Macron permettra aux plus grandes entreprises et aux plus riches de maintenir leurs profits et leurs richesses et non, comme l'a indiqué le ministre de l'Économie lors de la présentation du plan de relance, de « lutter contre les inégalités ».

Si nous devons avoir la preuve que la politique de Macron était une politique pour les « ultra-riches » et qu'elle accentuait les inégalités, avec le dernier rapport de l'INSEE, c'est chose faite. En effet, les inégalités de niveau de vie se sont très fortement creusées en France en 2018. Et le rapport prouve que les politiques fiscales mises en place sous Macron n'ont profité qu'aux plus riches (bouclier fiscal, fin de l'ISF...) Quant au niveau de vie des plus pauvres, sans grande surprise non plus, il recule. « *Le ratio de revenus entre les 20 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches s'accroît de 0,13 point, [...] une hausse assez rare en période de croissance. En 2018 en France, les 20 % les plus riches détiennent 39 % de la "masse totale des niveaux de vie", contre 9 % pour le cinquième le plus pauvre.* »¹ Et rappelons-nous que la loi de finances de 2018 prétendait être celle du « pouvoir d'achat ». Mais, comme vient de le dévoiler le plan de relance, ce gouvernement n'est pas prêt à changer de politique. Puisqu'encore une fois, il a préféré consacrer 20 milliards d'euros à la baisse des impôts à la production plutôt qu'à une politique

en faveur des salariéEs, des retraitéEs, des jeunes. Tout le monde a remarqué que seulement 800 millions d'euros étaient prévus par le plan en faveur des plus démunis. Mais rien concernant l'augmentation du SMIC en hommage notamment aux premierEs de corvée du confinement, rien concernant l'augmentation des minimas sociaux... Et encore moins pour les services publics et en particulier celui de la santé.

Voilà huit mois que l'épidémie a commencé et le gouvernement n'a pas été capable de redresser le système de santé. Pourtant, les hospitalierEs et leurs organisations expliquent depuis le début ce qu'il faudrait faire : rouvrir l'ensemble des lits supprimés depuis 15 ans, embaucher 100 000 personnes, socialiser et planifier la production de respirateurs et d'anesthésiants... Pendant le pic de la pandémie, on nous expliquait que ce n'était pas possible dans l'urgence. Mais aujourd'hui, il est tout simplement criminel de ne rien faire en ce sens surtout que tous les signaux sont au rouge et que dans de nombreuses villes, la situation est de plus en plus tendue. Et au lieu de créer des postes dans les hôpitaux, le social et l'éducation, le gouvernement va créer 2000 postes supplémentaires dans l'assurance maladie et les ARS pour contribuer au « traçage » des cas contacts et la durée de la période d'isolement est ramenée à 7 jours et des « contrôles » de celle-ci seront effectués.

L'UNITÉ ET LA CONVERGENCE : UNE URGENCE !

Face à une rentrée marquée par la crise sanitaire et économique, la question de l'unité et de la convergence des luttes est une réelle urgence. Nous savons que cette pandémie est dans tous les esprits et la gestion catastrophique du gouvernement ne doit pas évincer celle du patronat, surtout que la Direction générale de la Santé a montré que les entreprises constituaient 29 % des clusters identifiés. Le gouvernement insiste sur la responsabilité individuelle en appelant à un « *civisme exigeant* » et en expliquant que « *demain dépend de vous, de nous* » mais ne donne aucune consigne au patronat qui en profite pour faire le minimum pour la protection de la santé des salariéEs et pire ici ou là en profite

pour détériorer les conditions de travail. Mais malgré ce contexte très dégradé, les luttes s'organisent dans de nombreux lieux de travail, y compris dans les secteurs les plus précaires. Les luttes pour le climat, contre les violences policières, contre toutes les discriminations, et notamment celles des sans-papiers pour leurs droits, sont toujours aussi fortes et de nombreuses initiatives sont prévues. Une question d'autant plus importante, à l'heure où le gouvernement est très offensif en particulier par la voix du ministre de l'Intérieur et de sa secrétaire d'État sur les questions sécuritaires, de « séparatisme » et d'immigration. Le gouvernement a fait le choix de jouer la surenchère raciste et sécuritaire : nous ne devons

de bataille sera nécessaire pour aller au-delà d'une seule journée de grève interprofessionnelle et qui devra s'articuler autour de revendications sociales, écologiques et démocratiques. L'urgence sociale tout comme l'urgence climatique, l'urgence de lutter contre le racisme d'État et les discriminations, contre les violences sexistes ont pris plus d'acuité avec la pandémie. Dans tous ces domaines, la nécessité démocratique de pouvoir contrôler nous-mêmes, décider nous-mêmes des choix qui conditionnent notre existence apparaît plus prégnante. La crise lancinante des institutions politiques, la perte de crédibilité du gouvernement rendent encore plus nécessaire de lier ces exigences de démocratie



© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

pas laisser faire, et nous préparer à lutter touTEs ensemble contre la future loi « séparatisme » qui stigmatisera et discriminerà encore un peu plus. En cette rentrée, nous devons aider aux mobilisations, à toutes les mobilisations et ça tombe bien car elles sont d'ores et déjà nombreuses : 12 septembre pour les Gilets jaunes, 17 septembre pour une journée de grève interprofessionnelle, le 19 septembre qui lancera les marches des sans-papiers qui arriveront à Paris le 17 octobre, et les 25 et 26 septembre seront l'occasion de mobilisations écologiques et sociales dans toute la France, marquées par l'anniversaire de la catastrophe de Lubrizol.

Afin d'aider à la convergence et à l'unité des luttes, un véritable plan

et de satisfaction des besoins sociaux. Dans ce contexte, nous avons aussi une responsabilité à proposer des perspectives politiques, contribuer aux débats sur les mots d'ordre des mobilisations, proposer des revendications transitoires qui attaquent l'État et la propriété privée des moyens de production : pour l'interdiction des licenciements et suppressions de postes, pour l'embauche massive dans les services publics, pour la réduction du temps de travail sans perte de salaire, pour la socialisation des banques, le prélèvement massif sur les richesses



et les hauts revenus, pour la fourniture gratuite des masques, des tests et des remèdes pour se protéger du coronavirus, pour la liberté de circulation et d'installation pour ce qui concerne les mobilisations antiracistes, pour l'écosocialisme contre un capitalisme qui continue sur une trajectoire folle pour l'environnement.

On le voit, une offensive globale contre le monde du travail est en cours. Le « jour d'après » tant imaginé pendant le confinement de-



© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

viendra le « jour d'avant en pire » si nous ne faisons rien. Et malheureusement, nous constatons que pour la « gauche », de la plus timorée à la plus radicale, l'heure n'est qu'aux grandes manœuvres de rassemblement, recomposition, reconstruction autour d'un « homme providentiel » pour... gagner la présidentielle de 2022.

Certes, la convergence des luttes ne se décrète pas. Mais face à une offensive centralisée et cynique, la coordination des ripostes devrait être à l'ordre du jour de toutes et tous. C'est pour cela que nous proposons aux organisations réunies dans le collectif auteur du « plan pour une sortie de crise », ainsi qu'aux organisations politiques qui partagent l'idée que ce n'est pas aux salariéEs ni à la population de payer la crise sanitaire, de se réunir pour discuter d'une campagne commune; il

s'agit aussi de discuter des moyens à mettre en œuvre pour imposer la gratuité, y compris sans attendre l'action gouvernementale, c'est-à-dire des moyens comme l'organisation de réseaux de fabrication, la réquisition et la distribution de stocks disponibles, le contrôle des prix des produits et services... Les semaines et les mois qui vont venir vont être déterminants pour construire et renverser les rapports de forces entre les classes sociales et pour savoir qui va, au dénouement de la crise sanitaire, l'emporter : le camp de la domination ou notre camp social ?

AGIR POUR CONSTRUIRE UNE AUTRE SOCIÉTÉ

La situation actuelle est inédite et est centrée autour de la crise sanitaire qui malheureusement est loin d'être terminée... En effet, partout, sur tous nos lieux de travail, les salariéEs se battent pour que leur vie ne soit pas en danger alors, que pour le gouvernement et le patronat, seule la relance économique, la course aux profits sont importants. Mais cette crise sanitaire, comme nous l'avons vu, engendre et accélère la catastrophe sociale (chômage, précarité, pauvreté). Nous devons évidemment par les luttes, les résistances, empêcher les fermetures d'usines, de sites, les suppressions d'emplois, lutter pour l'emploi, pour le partage du travail, pour augmenter les salaires et être présentEs sur tous les fronts : écologiques, féministes, antiracistes, au côté des migrants, des Gilets jaunes,

des victimes de violences policières... Continuer coûte que coûte car nous savons très bien comme l'a prouvé le mouvement des Gilets jaunes ou les mobilisations contre les violences policières après le confinement qu'il peut y avoir, à tout moment, irruption de dizaines de milliers de personnes sur le devant de la scène. De plus en plus de personnes refusent de rester spectateurs/trices des décisions politiques qui les concernent au premier chef et laissent quiconque les déposés de la possibilité de décider de leur propre sort.

Il faut donc plus que jamais résister mais pas seulement. En effet, la situation ouverte par la crise sanitaire nous pousse à aller plus loin : agir pour construire une autre société. Et pour cela ne pas avoir peur « d'inventer et penser l'inconnu » comme le disait Daniel Bensaïd, le plus largement possible. Il y a urgence de discuter, de réfléchir, d'élaborer pas seulement de revendications immédiates, transitoires mais aussi de questions stratégiques comme celles du pouvoir, de la violence étatique, politique et sociale ; des rapports de forces de domination (racistes, sexistes et sexuels) ; du rapport au productivisme et à la consommation ; du rapport au travail qui a été longuement re-questionné avec les politiques libérales, la précarisation, la robotisation et la numérisation. Faire cela permettra d'inventer un projet d'émancipation qui soit suffisamment majoritaire pour renverser le système capitaliste par la révolution.

En cette rentrée, pour les anticapitalistes et les révolutionnaires, il s'agit donc plus que jamais d'articuler riposte unitaire et massive face à l'offensive de la bourgeoisie et défense de la perspective globale d'un renversement du système, seule issue face à la barbarie qui nous guette. Un programme de luttes, de résistances et de transformation révolutionnaire de la société qui nécessitera le développement d'un outil politique adapté, un parti anticapitaliste, révolutionnaire, large, utile à touTEs les opprimés et les exploités ! □

1) <https://www.mediapart.fr/journal/france/090920/les-reformes-de-2018-ont-fait-bondir-les-inegalites-en-france>

Unir pour agir

PAR MANU BICHINDARITZ

La publication fin mai d'un « Plan de sortie de crise »¹ à l'initiative du collectif d'organisations syndicales et associatives baptisé « Plus jamais ça » rouvre une discussion au sein du mouvement ouvrier : qu'est-il possible de défendre ensemble en matière de mesures programmatiques et comment les mettre en application ? De façon plus globale, c'est bien la question de la construction de fronts, de l'incarnation d'une unité d'action, qui est posée.

« **U**n parti n'est pas un but en soi. C'est un outil pour se rassembler, pour gagner en efficacité dans le combat collectif. Deux tâches complémentaires se combinent : développer les luttes sociales, par la construction coordonnée d'un syndicalisme de classe et de masse, s'opposant ainsi à la collaboration des directions syndicales actuelles qui engendrent la désertion, par la participation aux formes d'organisation du mouvement social ; construire un parti politique pour défendre un programme global d'émancipation. (...) Nous voulons que le NPA soit efficace, utile tout de suite, présent sur tout le territoire dans les quartiers populaires, utile pour résister et lutter dans les entreprises, à la pointe du combat auprès de la jeunesse dont le dynamisme des luttes s'avère souvent précieux pour entraîner celle des travailleurs. Nous participons aux luttes pour des réformes immédiates et nos réponses politiques partent des réalités du terrain, de tout ce que chacun vit au quotidien. Elles tracent en même temps les contours de la société que nous voulons, basée sur la satisfaction des besoins sociaux. » Ces mots tirés des principes fondateurs du NPA² sont les marqueurs d'une orientation fondamentale articulant construction des mobilisations et perspectives d'émancipation. Cela nécessite la mise en œuvre d'une stratégie de front unique qui permette de dépasser l'éparpillement, voire la division, de notre camp social afin de le mettre en mouvement.

DES RASSEMBLEMENTS SANS CONTENU, PLUS JAMAIS ÇA !

C'est dans ce cadre qu'il faut donc apprécier positivement la constitution

du cadre unitaire « Plus jamais ça », composé de syndicats (CGT, Solidaires, FSU...) et d'associations (Attac, Fondation Copernic, Greenpeace...) que nous côtoyons souvent dans les mobilisations. Cet arc de force – à l'initiative de deux réunions où étaient invités différents représentantEs politiques en mai et juillet – propose de mettre sur pied un cadre d'action commun avec les forces politiques. Y ont été abordés différents terrains possibles pour une intervention commune : des mesures pour la santé et la protection de touTEs (autour de la question des masques), la lutte pour l'emploi et contre les licenciements pour que les travailleurs ne payent pas cette crise, la défense d'une écologie qui passe par la critique d'un système capitaliste et productiviste... C'est aussi dans ces réunions que « Plus jamais ça » a mis en discussion auprès des partis son « Plan de sortie de crise », 34 mesures d'urgence sociale, écologique et démocratique proposées comme une contribution à la discussion.

Cette démarche, qui rouvre le débat autour des questions programmatiques et stratégiques (quelles mesures et comment les imposer), reste un point d'appui à l'heure où les grandes manœuvres en vue de 2022 sont très largement lancées. Cela a en premier lieu pour mérite de recentrer la discussion au sein de la gauche sociale et politique sur la question du scénario à écrire, alors que touTEs les prétendantEs au casting sont déjà en salle de maquillage... Ainsi, dans le cadre des deux réunions qui ont eu lieu, beaucoup d'interventions de représentantEs des forces

politiques institutionnelles (en particulier autour du PS, de Place publique et d'EELV) étaient en dehors des réalités sociales et des mobilisations à construire, trahissant d'autres préoccupations : reconstruire une perspective programmatique à minima puis électorale pour « la gauche » (comme l'illustre parfaitement la tribune « *Construisons l'avenir* » portée par Olivier Faure et Yannick Jadot et publiée par différents médias). Pour nous, bien évidemment, l'enjeu est tout autre : vérifier d'abord la possibilité de constitution d'un front de résistance, puis œuvrer à l'engagement d'un tel front dans les batailles du moment. Cela veut dire pouvoir combiner des éléments de débats, voire de confrontation avec les autres organisations de la gauche sociale et politique, se donner les moyens de pouvoir s'adresser directement au monde du travail (à une plus large échelle que notre seule audience) pour leur proposer d'agir, tout en défendant notre propre orientation.

AVANCÉES ET LIMITES

C'est dans un contexte ces derniers mois difficile mais porteur de radicalités que le mouvement ouvrier tente de formuler des réponses, pour la défense des intérêts du monde du travail, et au-delà reconstruire une perspective d'émancipation. Dans ce cadre, à la différence des meccanos électoraux en préparation et à un autre niveau d'un climat de tétanie voire de résignation qui peut traverser notre camp,



la dynamique unitaire enclenchée par « Plus jamais ça » peut faire du bien si elle arrive à dépasser des limites liées tant aux éléments qui la composent qu'aux objectifs affichés.

En ce qui concerne plus précisément le « Plan de sortie de crise », nous partageons une série de mesures, répondant en particulier aux urgences sociales du monde du travail : la défense d'une revalorisation salariale généralisée (« *De façon générale nous voulons des hausses de salaires et non des primes : comme première mesure l'augmentation uniforme et égale pour toutes et tous avec un minimum de 200 euros, pas de salaires en-dessous de 1 700 euros net, le dégel et hausse du point d'indice pour la fonction publique* ») ; la réduction et le partage du temps de travail (« *Nous souhaitons que le temps de référence soit les 32 heures hebdomadaires, sans perte de salaire ni flexibilisation* ») ; la question du logement (« *Un moratoire des loyers et des traites doit être prononcé, avec apurement des dettes (1 à 2 milliards) pour les centaines de milliers de locataires et accédants en difficulté et rétablir les montants des APL. La réquisition des logements vacants spéculatifs et le respect de la loi DALO doivent être appliqués par le gouvernement* »). Et la liste pourrait continuer, notamment sur le terrain de l'égalité femmes-hommes ou certains éléments avancés pour la transformation de l'économie capitaliste et la mise à bas du productivisme.

Dans ce tableau, d'autres mesures méritent elles un véritable débat. Ainsi celles qui concernent la question de l'emploi et la lutte contre les licenciements. Derrière la mesure n°12, baptisée « *l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit* », « *la création d'un droit de veto des CSE sur les licenciements qui ne sont pas justifiés par des difficultés économiques graves et immédiates* » apparaît comme une réponse bien insuffisante au vu de la situation actuelle. Plutôt que de laisser cette question centrale à la seule appréciation d'un Comité social et économique, dont on sait qu'il n'existe pas dans les très petites entreprises et dont la composition (pour le moins variable) peut aller jusqu'à des représentants pro-patronaux, pourquoi ne pas

poser le cadre d'une loi interdisant l'ensemble des licenciements ? Et que faire face à la masse des non-renouvellements de CDD, des ruptures conventionnelles qui sont souvent le masque de « licenciements à l'amiable », pour répondre à la précarité de l'intérim ? Enfin, comment imposer que, dans le cadre de la sous-traitance (on en mesure aujourd'hui les effets à plein dans les secteurs de l'aéronautique ou de l'automobile), le donneur d'ordre – souvent unique pour bien des entreprises et aux comptes en banque bien remplis – soit responsabilisé ?

Il en est de même en ce qui concerne aussi la défense d'un « *pôle public financier au service de l'intérêt général et sous contrôle démocratique* », ce qui signifierait non pas la constitution d'un véritable monopole public, pierre angulaire de la constitution des grands services publics, mais bien de la cohabitation entre ce pôle public et un secteur privé dominé par les banques et autres fonds d'investissement... Pourtant sans une véritable socialisation de l'ensemble du système bancaire, les logiques capitalistes de la concurrence et les choix étatiques ne peuvent que conduire à des logiques que l'on ne connaît que trop bien : la socialisation des pertes (l'État assurant les investissements de long terme, lourds et coûteux) et la privatisation des profits (au service des compagnies financières privées). L'incursion dans la propriété privée capitaliste reste là aussi une nécessité que l'on ne peut contourner.

UNE DÉMARCHÉ QUI DOIT FÉCONDER DES MOBILISATIONS CONCRÈTES

Pousser à l'unité d'action entre tous les secteurs d'un mouvement ouvrier même affaibli et de ses organisations – syndicats, associations, partis – passe aujourd'hui par la définition d'un cadre unitaire pour agir. Se mettre d'accord sur les grands traits de la séquence, l'analyse du moment ; voir quelles réponses d'urgence pour quelle action commune ; et comment l'imposer car un plan d'urgence, un programme, ce n'est pas pour « raser gratis », c'est surtout un cadre qui doit mettre en action le plus grand nombre, s'incarner véritablement s'il veut être utile. C'est tout l'enjeu des échanges qui vont continuer ces prochaines semaines, et dont le point aveugle reste l'absence de réflexion

sur la façon dont un tel programme peut être imposé à des classes dirigeantes déterminées à ne rien nous concéder.

Il faut donc sortir des réunions unitaires, certes nécessaires mais insuffisantes, pour que s'incarnent dans la rue, les entreprises et les quartiers, certaines de ces mesures d'urgence. Les terrains de mobilisations ne vont pas manquer ces prochaines semaines : une campagne pour la gratuité des masques rendus de fait obligatoires dans tous l'espace public, dans les établissements scolaires du second degré, dans les espaces de loisirs (jusqu'aux salles obscures) ? Il ne s'agirait pas seulement d'exiger de l'État la gratuité, ce qui est en soit juste, mais aussi de faire : fabriquer et distribuer, construire des solidarités concrètes. Sur le terrain de l'emploi, résister à la propagande patronale – cette fameuse crise économique qui s'imposerait à touTEs (patrons comme salariéEs) – à la prétendue inéluctabilité des suppressions d'emploi ne suffit pas. Le mouvement ouvrier pourrait être à l'initiative, en aidant à fédérer les résistances qui existent çà et là, en préparant pourquoi pas une manifestation nationale sur cette question, ce qui donnerait visibilité et confiance aux équipes militantes.

Un éminent barbu a écrit qu'« *un pas en avant valait mieux qu'une douzaine de programmes*³ ». À la vérité, au vu de la période à laquelle nous avons à faire face, nous n'opposons peut-être pas de façon frontale les deux dimensions. La reconstruction d'un mouvement ouvrier puissant, le réarmement idéologique, politique, de l'ensemble de ses organisations, ne peut passer aujourd'hui que par une combinaison entre débats programmatiques, voire des confrontations, et la vérification sur le terrain de la lutte de classes, inscrit dans le rapport de forces tel qu'il est. Pour terminer par là où nous avons commencé, c'est-à-dire les principes fondateurs du NPA, « *ce n'est pas un programme minimum au rabais, mais une série d'objectifs de mobilisation, des mesures qui remettent en cause le système et préparent le socialisme que nous voulons* ». □

1) https://france.attac.org/IMG/pdf/le_plan_de_sortie_de_crise.pdf

2) <https://npa2009.org/node/38455>

3) « *Tout pas fait en avant, toute progression réelle importe plus qu'une douzaine de programmes* », Karl Marx, Critique du programme de Gotha.

Le jour d'après dans l'éducation

PAR MATHILDE STEIN

Le gouvernement a la mémoire courte mais les idées longues. Comme dans la santé ou le commerce, les personnels de l'éducation, héros d'un jour, ont retrouvé leur statut de sacrifiés. Ils se préparent à essuyer les plâtres d'une rentrée scolaire sous le signe de l'austérité et du rouleau compresseur libéral.

Au cœur de la crise sanitaire, la fermeture des établissements scolaires a révélé aux yeux du plus grand nombre des réalités : enseigner est un métier ; les profs ne sont pas des fainéants ; en France, sixième puissance mondiale, les inégalités sont telles que certains enfants ne peuvent plus manger à leur faim lorsque les cantines scolaires ne fonctionnent pas...

Le 11 mai, la réouverture des écoles à marche forcée a mis en lumière ce

aux licenciements, baisse des salaires, gel du point d'indice des fonctionnaires, plans d'austérité dans les services publics, augmentation du temps de travail... bien éloigné des premières leçons qui s'étaient imposées au cœur de la crise sanitaire ! Le gouvernement espère que le Covid aura éteint la colère sociale et les foyers de contestation après des mois de conflictualité sociale qu'il ne parvenait pas à étouffer entre la grève contre la réforme des retraites qui faisait suite au mouvement

seulement pour les élèves de plus de 11 ans lorsque la distanciation physique ne peut pas être respectée, un seul nettoyage par jour des locaux et des sanitaires... La formule inscrite dans le nouveau protocole sanitaire résume en elle-même l'état d'esprit du gouvernement : « La distanciation physique n'est plus obligatoire lorsqu'elle n'est pas matériellement possible ou qu'elle ne permet pas d'accueillir la totalité des élèves ».

Depuis le 11 mai, date de réouverture des écoles, le gouvernement a eu quatre mois pour prendre des mesures pour pouvoir assurer l'enseignement scolaire en temps de pandémie. Mais, pour prendre des mesures sérieuses, il faut mettre de l'argent sur la table. En Italie, le gouvernement prévoit le recrutement de 84 000 enseignants supplémentaires pour pouvoir alléger les groupes classes et maintenir une distanciation physique. Voilà, la réalité à laquelle se refusent Blanquer et Macron. Créer des postes ! C'est autour de cette revendication que devrait s'organiser la rentrée militante dans l'éducation à l'échelle euro-

péenne ! Le SNUipp chiffre à 99 000 le manque d'enseignants rien que dans le premier degré.

Toute autre solution pourrait s'avérer désastreuse.

Les mensonges sur la non-contamination des enfants ou sur leur charge virale réduite ne tiennent plus. Aux USA, 97 000 enfants ont été testés positifs au



Le lycée professionnel Abbé Grégoire est fermé au public à cause de la crise du coronavirus, Paris, 25 mai 2020. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

que les personnels de l'éducation dénonçaient depuis longtemps déjà : un manque de moyens criant pour l'éducation. 35 élèves par classe, aucun équipement informatique pour les élèves, les établissements ou les enseignants...

Mais à peine cinq mois après, les mémoires des capitalistes sont déjà effacées. Ils ne voient dans cette crise sanitaire qu'une nouvelle opportunité pour augmenter leurs profits. La récession économique va servir de justification

des Gilets jaunes. Il mise sans doute sur l'atonie des directions syndicales pour reprendre l'offensive.

UNE RENTRÉE SANS MOYENS ET SANS PROTOCOLE SANITAIRE : VERS UNE CATASTROPHE ANNONCÉE ?

En cette fin d'été, alors que les voyants sont au rouge sur la reprise de l'épidémie, Blanquer et le gouvernement ont fait adopter un protocole sanitaire dit « allégé » pour la rentrée scolaire de septembre : port du masque obligatoire



Covid-19. L'exemple du lycée de North Paulding, en Géorgie, qui a rouvert trop vite et a dû refermer ses portes après trois jours de classe et quatre-vingt-dix cas de contamination, laisse entrevoir les conséquences possibles d'une rentrée sans protocole sanitaire. En cas de reprise de l'épidémie, le gouvernement cherchera sans doute des raccourcis pour contourner cette exigence d'embauche de personnels supplémentaires. Il cherchera à refermer ponctuellement des établissements ou alors il transférera une partie des

effective des établissements. (Et la distribution de masques gratuits pour les élèves et les personnels).

QUID DE LA REVALORISATION DES SALAIRES ?

Qui parvient à suivre le feuilleton de la revalorisation des salaires des enseignants français ? Personne ! Entre annonces tonitruantes, mensonges, revirement... seules les fiches de paie, amputées des jours de grève du mouvement contre la réforme des retraites, nous ramènent à la réalité des prix.

Épinglé à plusieurs reprises comme faisant partie des pays de l'OCDE dont les

d'académie et leurs adjoints, les recteurs, secrétaires généraux, directeurs du ministère et chefs de service. Le haut encadrement de l'Éducation nationale bénéficie d'une hausse de la nouvelle bonification indiciaire qui peut aller jusqu'à 2000 points d'indice. Cette bonification, elle, est bien parue au Journal officiel.

LA RÉPRESSION COMME SEULE RÉPONSE AU NIVEAU DE CONFLICTUALITÉ ÉLEVÉE DANS LE SECTEUR

Les personnels de l'éducation ont relevé la tête face aux conditions de travail détériorées, au manque de moyens et aux réformes libérales qui s'appliquent. Le niveau de conflictualité sociale est à un niveau élevé dans ce secteur. Lors de la mobilisation contre la réforme des retraites, l'Éducation nationale a été le troisième secteur le plus mobilisé après la RATP et la SNCF. Cette grève faisait suite à une mobilisation historique dans ce secteur, la grève du baccalauréat pour protester contre la réforme du bac. Cette bataille n'est pas terminée. Elle s'est d'ailleurs poursuivie avec le blocage des épreuves anticipées du nouveau bac Blancquer (E3C). Ces actions ont été menées de manière conjointe



Paris, le 5 décembre 2019, manifestation et grève contre le projet de loi sur les retraites de Macron. © Photothèque Rouge /JMB

enseignements en distanciel. Ces solutions expérimentées pendant le confinement ont contribué largement à l'augmentation des inégalités scolaires.

Même si le protocole sanitaire « allégé » fait l'objet de critiques timides de la part des directions syndicales de l'éducation, nous sommes encore loin d'une attitude qui permettrait d'affronter cette rentrée de manière offensive. Comme dans d'autres secteurs, la seule perspective de mobilisation pour pouvoir porter ces revendications sera la date de grève annoncée pour le 17 septembre. Dès maintenant il faut construire cette grève en portant l'exigence de créations de postes, d'embauches de personnels enseignants et non enseignants pour alléger le nombre d'élèves par classe. Il faut porter également les exigences élémentaires de tests de l'ensemble des personnels et des élèves avant la réouverture

salaires des enseignants sont les plus faibles, le gouvernement a multiplié les annonces pour tenter de faire passer sa réforme des retraites et éviter une généralisation de la grève dans l'éducation nationale.

En août 2019, Blanquer promettait une augmentation de 300 euros en 2020. En janvier, au cœur du conflit contre la réforme des retraites, le gouvernement annonçait la volonté de consacrer 500 millions d'euros à la hausse des salaires des enseignants dès 2021.

La vérité des prix de toutes ces annonces tonitruantes est une nouvelle annonce le 24 juillet dernier d'un nouveau gel du point d'indice des fonctionnaires.

Espérant noyer le poisson, Blanquer brandit sa panoplie de primes en tout genre dont personne ne voit jamais la couleur : prime Covid, prime informatique...

Les seuls qui sont sûrs de toucher quelque chose ce sont les directeurs

par les enseignants et par les lycéens, dans plusieurs établissements, elles ont permis de mettre en échec le passage de ces épreuves.

Même en temps de Covid, la hiérarchie n'a pas perdu le sens de ses priorités. La répression a continué de s'abattre sur celles et ceux qui tentent de résister.

Les trois enseignants de Melle font figure de proue de cette nouvelle politique répressive. Ils ont été suspendus de leurs fonctions pour quatre mois et sans aucune justification, la rectrice a prolongé de quatre mois supplémentaires cette suspension. Huit mois de suspension de fonction pour simple action de contestation syndicale. De nombreux enseignants se sont solidarisés du combat des trois enseignants de Melle de sorte qu'au cœur même de l'été un rassemblement de près de 200 personnes s'est déroulé devant le rectorat de Poitiers. □

Agenda des femmes en Turquie : le principal problème est la violence sexiste

PAR SANEM ÖZTÜRK

L'année a été une année très difficile pour le mouvement des femmes en Turquie, même sans les graves conséquences de la pandémie Covid-19, qui s'est surajoutée aux problèmes quotidiens des femmes en termes de travail de reproduction sociale, violence sexiste et pauvreté.

L'une des principales questions à l'ordre du jour des femmes est le problème TCK 103 (Code pénal turc, article 103), une proposition de motion visant à adopter une amnistie pour les auteurs d'abus sexuels sur mineurs. Cette question remonte à 2016, lorsque les députés du parti au pouvoir AKP ont réussi à inclure la motion dans le train de réformes conçu à l'époque, comme une « amnistie temporaire » qui inclurait les auteurs de ce crime avant le 16 novembre 2016, et « si la victime épouse le contrevenant et si le crime est commis sans la force, la menace ou toute autre restriction au consentement. »

Cette motion scandaleuse a provoqué des protestations dans presque toutes les villes et les femmes ont rempli les rues avec la demande de retrait de la motion. Tout d'abord, comme le mouvement des femmes le sait, il n'existe pas de « temporaire » dans le système juridique turc. Une telle motion sera certainement un exemple pour l'avenir et une loi qui laisserait partir les abuseurs d'enfants « qui l'ont fait une fois ». Deuxièmement, toute cette question tournait autour d'un argument « culturellement normal » qui est exactement ce que les féministes combattent depuis des décennies. La culture, comme nous le savons, n'est pas gravée dans le marbre. La culture change ; la culture doit changer. Cette transformation est précisément ce que les luttes des femmes dans le monde tentent de réaliser.

Troisièmement, étant donné que le mariage avec l'auteur de l'infraction est une condition préalable à l'amnistie et que le mariage homosexuel est illégal en Turquie, cette motion normaliserait le mariage précoce et forcé et le viol des filles tandis que les abus contre les garçons

restent punissables, ce qui est une violation définitive de l'égalité, principe de la Constitution turque. Enfin, demander le consentement pour un crime sexuel contre des enfants est... Eh bien, nous refusons tout simplement d'y penser.

LA MOBILISATION DES FEMMES SE CONSTRUIT

Cette motion scandaleuse a été retirée après les émeutes de femmes dans toute la Turquie. Mais l'histoire ne s'est pas arrêtée là après cette victoire des femmes. En 2020, la même motion a de nouveau été proposée et la question reste l'un des principaux champs de lutte du mouvement des femmes ; sauf que cette année nous sommes plus fortes qu'avant. La plateforme établie contre cette motion, qui a rassemblé plus de 300 femmes et organisations LGBTI, est plus globale que jamais. C'est encore un défi de maintenir la lutte contre une mentalité qui occupe la majorité absolue du Parlement et domine largement tous les domaines de la vie, y compris les médias ; cependant, le mouvement des femmes ne donne aucun signe de recul. En fait, le récent débat autour de la Convention d'Istanbul semble accroître le soutien au mouvement des femmes, même de la part des électeurs de l'AKP, selon les derniers sondages.

Le débat autour de la Convention d'Istanbul est désormais l'agenda principal de la Turquie en termes de droits des femmes non seulement parce que les violences contre les femmes se développent énormément – spécialement à travers le rôle de l'AKP depuis 2002, mais aussi en raison de la singularité du débat lui-même parce que le parti qui a signé la Convention et le parti qui a initié le débat autour de la demande de retrait de la Convention est... le même AKP.

Un rapide coup d'œil à certains chiffres peut donner une idée de l'augmentation de la violence sexiste en Turquie. Au seul mois de juillet 2020, 36 femmes ont été assassinées par des hommes. Pourquoi un gouvernement qui répète qu'« il luttera contre la violence » à chaque occasion s'efforce si fort de se retirer d'une convention dont le seul but est d'éliminer la violence sexiste ? Les réponses de l'aile de l'AKP s'articulent autour des « valeurs familiales » (les femmes peuvent continuer à être torturées tant que les saintes familles ne sont pas brisées) et « empêcher l'agenda secret de la Convention de "promouvoir l'homosexualité" » (nous nous efforçons de trouver des manières créatives d'expliquer qu'il n'y a rien de tel). Ces problèmes ne sont pas nouveaux. Telles sont les étapes de l'agenda de l'AKP depuis son arrivée au pouvoir : une marche vers une Turquie où l'égalité des sexes n'a pas sa place. Mais les femmes ne reculeront pas, car sinon où cela s'arrêtera-t-il ? Que se passera-t-il après le retrait ? La loi nationale turque sur la violence à l'égard des femmes (6284) qui fait référence à la Convention d'Istanbul est et sera également en vigueur. Nous savons que l'égalité des sexes ne peut pas être uniquement associée et débattue dans le domaine juridique. Nous savons également que nous avons travaillé très très dur pour obtenir tous les droits en tant que femmes en Turquie et que la sphère juridique n'est qu'un des fronts, mais un front très important de la lutte.

À ce jour, les femmes semblent avoir le dessus en termes de soutien social alors que le nombre de sièges au Parlement raconte une histoire complètement différente. L'ordre du jour restera brûlant dans les semaines à venir. Et les femmes resteront alertes et prêtes. □

Turquie : coût de la pomme de terre vs coût d'une balle

PAR METIN FEYYAZ

Il y a eu un mouvement ouvrier fort en Turquie au cours de la dernière décennie. Surtout alors que l'économie se développait rapidement, les revendications des travailleurs pour de meilleurs salaires et conditions de travail étaient également présentes.

Cela peut être observé à travers certains soulèvements majeurs et spontanés de travailleurs tels que celui de l'industrie automobile en mai 2015 ou de la construction d'aéroports à partir de 2018. Il s'agit d'une tendance générale au cours des dix dernières années, avec de nombreuses actions des travailleurs visant à obtenir de nouveaux droits et à faire progresser leurs droits, parfois beaucoup moins visibles.

Une façon d'observer cette tendance est de regarder l'évolution des salaires par rapport au taux de change du dollar américain et au taux d'inflation annuel. Si nous prenons le salaire minimum brut, les gains quotidiens moyens, le taux d'inflation annuel et le taux de change annuel moyen du dollar américain en 2009 comme base 100, on observe comment chacun a augmenté. Jusqu'en 2018, le salaire minimum brut et la moyenne annuelle des gains quotidiens ont augmenté beaucoup plus rapidement que le taux d'inflation annuel ou le taux de change annuel moyen du dollar. La classe ouvrière en Turquie était donc à l'offensive pour obtenir de nouveaux droits et faire progresser ses conditions de travail et ses salaires jusqu'en 2018. Cette offensive n'a été organisée par aucune organisation et malheureusement également largement négligée par la gauche radicale. Cela ne s'est donc pas transformé en un mouvement politique de gauche et c'était une occasion manquée pour la gauche radicale.

UN RETOURNEMENT DE CONJONCTURE

En 2018, cette situation a changé. À la mi-2018, la Turquie a connu une augmentation soudaine des devises et une forte inflation, ainsi que des pertes d'emplois. Ainsi, la crise économique réelle pour la Turquie a commencé bien avant la pandémie Covid-19. Et le mouvement de la classe ouvrière s'est replié

afin de protéger son droit existant, ses emplois / salaires, ou lutter contre les licenciements, afin d'obtenir leurs salaires impayés ou leurs indemnités de départ, etc. La pandémie n'a fait qu'amplifier cette tendance.

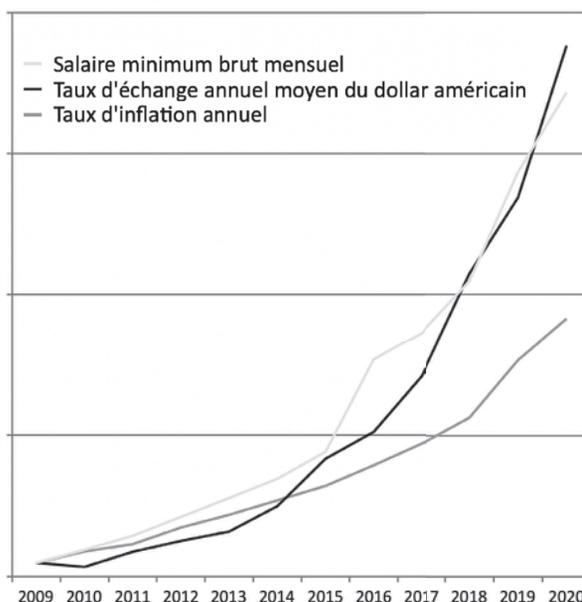
Pendant la pandémie, la Turquie n'a pas connu de lock-out similaire aux pays européens, les usines fonctionnaient toujours en mettant en péril la vie des travailleurs mais, en raison du manque de demande et du manque d'approvisionnement pour certains produits, il y a eu des arrêts massifs dans la production. En réponse à cela, le gouvernement a introduit un régime de prestations de travail de courte durée. Selon ce régime, le gouvernement versait 60% du revenu brut moyen net avec un plafond de 4381 TL (498 euros) par mois. Selon les propres déclarations du gouvernement, 3,7 millions de travailleurs ont bénéficié de ce programme de travail de courte durée. Mais cette prestation avait des conditions strictes qui excluent certains travailleurs. C'est la raison pour laquelle, pour ceux qui ne peuvent pas bénéficier de cette pres-

tation de travail de courte durée, le gouvernement a introduit un autre régime dans lequel l'employeur peut envoyer un travailleur en congé sans solde tandis que le gouvernement paie 1171 TL (133,23 euros) par mois. Environ 1,2 million de travailleurs en ont bénéficié. Mais l'argent donné par ces prestations est loin de couvrir même les besoins de base. Les effets réels de la crise sur l'emploi seront probablement visibles d'ici septembre, une fois ces appuis gouvernementaux terminés. Avec la vague

attendue de licenciements massifs, on peut également s'attendre à une vague de luttes défensives.

C'est pourquoi le gouvernement essaie également de manipuler la réaction des travailleurs en essayant de les gagner dans les rangs de la mobilisation nationaliste et militaire. À la mi-août, lors d'une interview télévisée avec le ministre de l'Économie, lorsqu'il a été interrogé sur l'augmentation rapide des devises étrangères, il a répondu en parlant des coûts des opérations militaires en ajoutant bien sûr que ceux-ci auraient des effets sur l'économie et que les citoyens devraient supporter ce coût. En 2019, Erdoğan a également dit quelque chose de similaire : « Je demande à ceux qui parlent du prix de l'aubergine, de la pomme de terre, du poivre, connaissez-vous le coût d'une balle ? »

C'est pourquoi la gauche en Turquie a maintenant un devoir beaucoup plus important, de relier les griefs et les luttes des travailleurs pour leurs besoins quotidiens à la lutte contre les politiques nationalistes et militaristes agressives du gouvernement. □



Quel avenir pour le Mali ?

PAR PAUL MARTIAL

La prise du pouvoir par les militaires ouvre une nouvelle page dans un pays qui connaît une crise sans précédent. La situation continue de se détériorer gravement. Le taux de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté atteint 41,1% en 2019 et pourrait augmenter encore de 800 000 personnes en 2020.

Le déroulement du coup d'État prouve qu'il a été soigneusement préparé. Le 18 août les mutins s'emparent simultanément des casernes de Kati et de N'Tominkorobougou, des troupes sont envoyées pour procéder aux arrestations des personnages clefs du régime, le Président de la République Ibrahim Boubacar Keïta (BK) son premier ministre Boubou Cissé ainsi que le ministre des Affaires étrangères Tiébilé Dramé celui des Finances Abdoulaye Daffé, et le général Ibrahim Dahirou Dembelé ministre de la Défense.

PUTSCH SUR FOND DE DÉFIANCE POPULAIRE

Aussitôt, les auteurs du coup d'État proclament la création d'un Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) et s'arrangent pour que Keïta lui-même annonce sa démission, celle de son gouvernement et la dissolution de l'Assemblée nationale, permettant ainsi de garder un vernis constitutionnel, même si cela ne trompe personne. Si les putschistes sont pour la plupart des officiers supérieurs, ils ne sont pas pour autant intégrés au premier cercle des personnalités du régime. Certains d'entre eux ont mené la guerre contre les rebelles du nord Mali, c'est le cas du colonel Assimi Goïta, président du CNSP il était le Commandant du bataillon autonome des forces spéciales et a combattu les djihadistes dans le nord du pays de 2002 à 2008. Le numéro deux du CNSP Malick Diaw était adjoint du commandant de la zone militaire de Kati, et est considéré comme la cheville ouvrière du coup d'Etat. Ismaël Wagué porte-parole du CNSP était le chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air des forces armées maliennes.

Pour paraphraser une publicité d'une multinationale de l'high-tech : les populations en ont rêvé, les putschistes l'ont réalisé, sauf que dans ce cas, les populations n'ont pas fait que rêver, elles se sont massivement mobilisées contre le régime en place avec des manifestations massives.

Le déclencheur de cette mobilisation qui a commencé début juin a été la décision du Conseil constitutionnel de modifier le résultat des élections législatives d'une trentaine de circonscriptions en faveur des candidats du pouvoir.

Le taux d'abstention des élections présidentielles en 2018 pour le premier tour était de 57% et pour le second tour de plus de 65%. Cette abstention s'est maintenue lors des dernières élections législatives démontrant le désintérêt de la population pour une classe politique largement discréditée. Les mobilisations massives ont été organisées par le Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), agrégation de différents partis, syndicats et organisations militantes de la société civile, contre le gouvernement et pour la démission de Keïta. La seule réponse du pouvoir a été une répression féroce avec un bilan de 11 morts et plus d'une centaine de blessés. IBK n'a pas hésité à utiliser la Force spéciale antiterroriste (FORSAT) qui a tiré à balles réelles sur la foule pour tenter de mater les manifestations.

Alors qu'en 2013, IBK représentait un espoir et gagnait haut la main les élections présidentielles, il n'a eu de cesse de décevoir en ne prenant aucune décision importante capable de régler les problèmes du pays. Son gouvernement mais aussi ses proches ont été éclaboussés par des affaires de corruption

qui ont égrené la vie politique. Entre autres, la surfacturation de l'achat de l'avion présidentiel, les achats de 4X4 luxueux distribués à son entourage, sans parler de sa montre Patek Philippe à plus de 80 000 euros et son fils, Karim Keïta, qui étale sans vergogne son train de vie luxueux sur les réseaux sociaux, alors que près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté.

L'ONU dans une enquête révèle que la haute hiérarchie militaire à l'image du général Kéba Sangaré, chef d'état-major de l'armée de terre et commandant du quartier général des forces conjointes n'a eu de cesse de torpiller les accords de paix d'Alger, et de prendre des décisions irresponsables en levant la protection du village d'Ogossagou pourtant menacé par des milices armées. Quelques heures après le départ de l'armée malienne, le village fut attaqué provoquant la mort de 35 civils et 19 disparus. Ce village fut déjà endeuillé il y a un an par le massacre de 160 personnes.

Si le général Sangaré a été relevé de ses fonctions, c'est ce type d'individu qui continue de sévir au plus haut niveau de l'Etat. C'est donc un régime aux abois, corrompu et incapable, qui prend fin.

UNE SITUATION DRAMATIQUE POUR LES POPULATIONS

Que ce soit au plan économique, social ou sécuritaire tous les clignotants sont au rouge. De l'aveu du dernier rapport du secrétaire des Nations unies la situation se dégrade considérablement.



« Le nombre de personnes déplacées au Mali est passé de 218 000 en mars à 239 484 ».

Les accords de paix d'Alger qui datent du 20 juin 2015 sont au point mort, les deux mesures les plus importantes ne sont pas réalisées : « les retards pris dans le nouveau découpage administratif et territorial et les problèmes relatifs au redéploiement des unités reconstituées de l'armée dans le nord ont été recensés comme étant les principaux obstacles à la mise en œuvre de l'Accord ».

La situation au nord du pays est désormais une sorte de zone grise où les groupes armés, qu'ils soient ou non signataires de l'accord de paix, islamistes ou communautaires, s'adonnent pour la plupart aux différents trafics.

Une situation qui résulte en partie de l'intervention militaire française dans le cadre de l'opération Serval. En effet, la première conséquence a été l'éparpillement des combattants islamistes sur l'ensemble de la région du Sahel, la seconde est liée au choix de s'appuyer sur les forces armées des indépendantistes du MNLA et puis ensuite, avec l'opération Barkhane, sur des milices pro-gouvernementales pour lutter contre les djihadistes aux dépens d'une politique de désarmement

général.

Il y a deux groupes islamistes : la Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans GSIM) affilié à El Qaeda et dirigé par Iyad Ag Ghali et l'État islamique du Grand Sahara. À cela s'ajoutent des groupes armés qui sont fédérés dans plusieurs organisations. Côté gouvernemental, la Plateforme des mouvements d'autodéfense appelé « la Plateforme », côté rebelles la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et enfin, la Coordination des mouvements de l'entente regroupant des combattants issus des deux premiers groupes. Entre tous ces groupes, les frontières sont largement poreuses et les alliances se nouent et se dénouent au grè des velléités des chefs de clan.

Les violences qui étaient circonscrites dans le nord s'étendent depuis quelques années dans le centre du pays et la situation ne fait qu'empirer avec des affrontements intercommunautaires mais aussi à l'intérieur des communautés. Les conflits sont dus principalement à l'accès aux ressources qu'elles soient en eau ou en pâturage entre les peuls qui sont pour la plupart des pasteurs et les autres communautés qui vivent de l'agriculture ou de la pêche.

Les heurts deviennent sanglants car les armes de guerre sont en nombre et

circulent facilement dans le pays, l'absence d'un État régulateur et médiateur permet aux islamistes de prospérer en s'insérant dans les conflits et en les exacerbant. Pas un mois ne passe sans que l'on assiste à des attaques et des représailles des milices armées communautaires comme « Dan Nan Ambassagou » ou islamistes. Dans tous les cas, ce sont les civils qui paient le plus lourd tribut.

Plus la pression militaire est forte, plus le pays s'enfonce dans la crise avec les conséquences dramatiques pour les populations. Les violations des droits humains, comme les meurtres, les pillages, les enlèvements, les disparitions, les recrutements forcés, l'enrôlement d'enfants sont commis par les groupes armés mais aussi par les forces gouvernementales :

« La MINUSMA a recensé 535 cas de violation des droits de l'homme et d'atteinte à ces droits, soit 412 de plus qu'au cours de la période précédente, dont 275 ont été le fait de groupes armés et 163 celui des forces nationales¹. » Les cas recensés ne reflètent que partiellement la situation du fait de la multiplicité d'armées gouvernementales qui opèrent dans le Sahel : l'armée malienne, la Force conjointe du G5 Sahel qui regroupent des éléments des armées du Mali du Niger, du Burkina Faso, de la Mauritanie et du Tchad, la force de l'ONU la MINUSMA,



le groupement de forces Takuba composé de militaires de l'Union Européenne, les forces de l'opération Barkhane de l'armée française et les forces des différents pays sahéliens qui ont un droit de poursuite de 50 kilomètres, augmenté récemment à 100 kilomètres au-delà de la frontière.

Lorsque des exactions contre les civils sont commises il est difficile de savoir qui en est responsable d'autant que les militaires des armées sahéliennes intégrés dans la force G5 n'ont pas de signe distinctif.

Quant aux forces armées françaises, elles travaillent et s'appuient sur certains groupes armés responsables de crimes comme par exemple le Groupe Autodéfense Touareg Imghad et Alliés (GATIA).

Le Mali s'est progressivement enfoncé dans une spirale de violence. Il ne s'agit plus de quelques djihadistes qui font des attentats mais bien de groupes armés qui profitent des problèmes initialement politiques et économiques.

La crise du capitalisme en Afrique et notoirement au Sahel avec ses répercussions climatiques, économiques, sociales et maintenant sanitaires exacerbe les tensions communautaires. Les réponses militaires qu'elles soient maliennes ou occidentales ne changent pas la situation mais l'aggravent. Comme le soulignent les organisations militantes sahéliennes de la société civile :

« Les moyens militaires n'ont pas permis jusqu'à lors d'assurer la protection de toutes les populations sans discrimination et ont même conduit à de nombreux abus contre des civils. (...) Les États doivent pouvoir analyser les situations qui conduisent des personnes à rejoindre des groupes armés²... » Cette situation de guerre larvée dans le nord et le centre du pays a des conséquences au niveau social, les centres de santé ne fonctionnent plus et les écoles sont désertées, ainsi avant la crise du Covid-19 près de 1261 écoles ont été fermées pour des raisons sécuritaires.

Les prix des denrées ne cessent de croître de fait des difficultés des transports. L'épidémie de Covid-19 a accentué la pénurie. Les Nations unies considèrent que « l'insécurité alimentaire touche 3,5 millions de personnes, dont 757 000 sont dans une situation grave ».

On comprend mieux la colère des

Maliens contre le gouvernement et son président IBK et l'accueil favorable du coup d'État a contrario des positions de la communauté internationale.

LE BAL DES HYPOCRITES

Le putsch a été condamné unanimement ; cependant certaines nuances apparaissent. Ainsi la France demande le retour des civils au pouvoir sans mentionner IBK contrairement à la CE-DEAO. Cette organisation qui regroupe les chefs d'État des pays de l'Afrique de l'Ouest exige « le rétablissement du Président Ibrahim Boubacar Keïta en tant que Président de la République, conformément aux dispositions constitutionnelles de son pays ».

Parmi ces grands défenseurs de l'ordre constitutionnel, on trouve Alassane Ouattara et Alpha Condé qui ont changé la Constitution de leur pays pour se représenter aux élections ou un Faure Gnassingbé arrivé au pouvoir par un coup d'État et qui en est à son quatrième mandat grâce à des élections truquées.

Leur déclaration solennelle en défense de la Constitution du Mali prêterait à sourire si derrière il n'y avait pas des conséquences importantes. La CE-DEAO déclare « la fermeture de toutes les frontières terrestres et aériennes ainsi que l'arrêt de tous les flux et transactions économiques, financières et commerciales à l'exception des denrées de première nécessité, des médicaments, du carburant, et de l'électricité entre les pays membres et le Mali. Nous invitons tous les partenaires à faire de même³ ».

Le Mali est un pays enclavé dépendant des pays frontaliers pour son approvisionnement. Un embargo ne ferait que rendre la situation encore plus difficile. En Afrique les coups d'État se suivent mais ne se ressemblent pas. Il y a des coups d'État qui mettent fin à des expériences démocratiques comme ce fut le cas en 2008 en Mauritanie où le général Mohamed Ould Abdel Aziz a pris le pouvoir pour terminer aux arêtes pour détournement de fonds, ou celui de Blaise Compaoré pour mettre fin à l'expérience de Sankara. Il y a d'autres coups d'État qui mettent à bas des dictatures ou des régimes honnis qui restent en place par la répression. Le Mali en est un exemple. La fin de la dictature de Moussa Traoré en 1991 est la combinaison de mouvements de masse et d'un coup d'État militaire.

Le coup d'État d'Amadou Haya Sanogo en 2012 a mis fin au régime corrompu d'Amadou Toumani Touré.

Ce type de coup d'État est toujours ambivalent puisque d'un côté il débarrasse le pays de dirigeants corrompus mais de l'autre il se substitue aux populations, à leur organisation, les dépossédant de leur victoire, et peut conduire à de graves dérives.

UNE SITUATION COMPLEXE POUR LES LUTTES

Le M5-RFP à aucun moment n'a soutenu le coup de force mais se félicite du départ d'IBK de la présidence, considère que cette démission est le fruit de la lutte des populations et se déclare prêt à travailler avec les militaires.

Du point de vue de la mobilisation populaire la situation reste complexe. Le leadership de la contestation reste entre les mains d'un leader religieux particulièrement rétrograde et démagogue l'imam Mahmoud Dicko. Il a accompagné l'ancien dictateur Moussa Traoré, lutté contre le changement du Code de la famille donnant plus de droits aux femmes et propulsé IBK au pouvoir lors de la première élection présidentielle.

Dans le M5-RFP, l'organisation de l'imam Dicko, la Coordination des mouvements, associations et sympathisants (CMAS) a un poids très important et les politiciens comme Choguel Maïga, Mountaga Tall ou Modibo Sidibé qui ont participé peu ou prou à tous les pouvoirs ne sont pas de taille à faire contrepoids. Désormais les militaires ont pris une position décisive dans l'échiquier politique malien.

Entre ces deux pôles, l'imam Dicko et les putschistes, il sera difficile pour les partis politiques progressistes et les organisations militantes de la société civile de faire entendre leur voix quand des choix politiques et économiques de fond devront être pris. □

Article publié sur Contretemps-web le 27 août 2020.

1) Nations unies S/2020/476 Conseil de sécurité La situation au Mali Rapport du Secrétaire général

2) <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2012-Jul-JointStatement-Mali-Peoples-Coalition-Fr.pdf>

3) À la date du 8 septembre, un bras de fer s'est engagé entre la CEDEAO et la junte militaire au pouvoir : même si elle semble avoir abandonné la demande d'un retour au pouvoir d'IBK, la CEDEAO exige une transition civile, et inférieure à 12 mois, sans quoi les sanctions seront maintenues, voire durcies [Note de la rédaction de l'Anticapitaliste]

Malgré les catastrophes et les crimes, le gouvernement Bolsonaro continue

PAR JOÃO MACHADO*

Le gouvernement Bolsonaro est une grande catastrophe et une menace dangereuse : inefficacité face à la pandémie de Covid-19, relations internationales désastreuse, ligne anti-environnementale délibérée, agressions contre les institutions démocratiques, même limitées, contre les droits humains et les acquis (précaires) de la civilisation. Sa politique à l'égard des peuples indigènes présente un caractère génocidaire. Avant même la pandémie, sa politique économique a échoué.

Le Brésil est le deuxième pays dans le monde en nombre de cas de Covid-19 et de morts, derrière seulement les États-Unis, avec plus de 125 000 décès. Le tableau pourrait être encore pire mais Bolsonaro a été empêché, par des décisions judiciaires, d'imposer sa ligne.

Le gouvernement est criminel, même d'un point de vue strictement juridique. Plusieurs des actions de Bolsonaro sont des crimes, et sa famille a des liens étroits (et bien connus) avec le crime organisé « ordinaire » dans le pays, en particulier avec les soi-disant « milices » de l'État de Rio de Janeiro.

La démission de Bolsonaro du gouvernement est donc un besoin urgent. Jusqu'à juin, les choses semblaient se diriger vers le renversement de Bolsonaro. Mais la situation a changé.

JUSQU'À JUIN : UNE CONFRONTATION QUE BOLSONARO PERDAIT

Selon les sondages, le rejet de Bolsonaro augmentait, surtout après le début de la pandémie, bien qu'il eût encore le soutien d'environ un tiers de la population. Le projet de créer un nouveau parti, entièrement dirigé par la famille Bolsonaro et par ses alliés les plus fidèles, « Alliance pour le Brésil », avait échoué.

Jusqu'à juin, les menaces récurrentes contre les droits démocratiques et humains étaient aggravées par le pari de Bolsonaro d'affronter le Congrès et la Cour suprême, ainsi que des gouverneurs d'État et des maires, irrité qu'il était à la fois par son incapacité à imposer ses politiques et par les différentes investigations criminelles qui le menacent (pour des crimes commis par ses partisans, voire

par des groupes armés, et par ses fils, tels que la diffusion de *fake news* et des menaces contre les autorités).

Des militants bolsonaristes organisaient des manifestations chaque semaine, principalement dans la capitale du pays, Brasilia, pour attaquer (et parfois menacer directement) la Cour suprême et le Congrès, ainsi que la presse et d'autres institutions, et plusieurs fois Bolsonaro y était présent (ce qui était déjà une raison juridique suffisante pour sa destitution de la présidence). Les manifestations n'étaient pas importantes, à cause de la pandémie, mais elles comptaient tout de même beaucoup plus de monde que les manifestations bolsonaristes.

Selon un reportage (non démenti par Bolsonaro) du magazine *Piauí*, le point culminant de l'agressivité de Bolsonaro est survenu le 22 mai, lorsqu'il a décidé d'intervenir contre la Cour suprême pour remplacer ses juges, dans le but de « rétablir l'autorité du président ». Selon le magazine, ce plan n'a pas été mis en œuvre parce que les propres ministres militaires de Bolsonaro l'ont convaincu qu'il n'était pas viable.

Tout indiquait que la poursuite de cette ligne de confrontation suivie jusque-là par Bolsonaro finirait par provoquer sa démission.

Mais Bolsonaro a commencé à changer de ligne. Il a abandonné un drapeau de la campagne électorale, celui de la lutte contre la corruption, ce qui lui a permis de commencer à former une base de soutien au Congrès avec le groupe de députés de droite appelé *centrão*, les députés les plus corrompus, qui vendent littéralement leur soutien, et qui avaient été fortement attaqués par Bolsonaro pendant la campagne.

CHANGEMENT DU 18 JUIN

Le 18 juin, un ami proche (et complice) de Bolsonaro, Fabrício Queiroz, a été arrêté. Il est accusé de corruption (en association avec l'un des fils de Bolsonaro, Flávio, et vraisemblablement avec Bolsonaro lui-même et son épouse, Michelle).

Bolsonaro a compris qu'il court le risque d'être directement impliqué dans les enquêtes, puis condamné. Depuis ce jour, il a cessé de participer aux manifestations contre la Cour suprême et le Congrès – et bientôt les bolsonaristes ont cessé de les organiser. L'implication politique de ses fils (qui font partie de l'aile la plus à droite de ses partisans) a été considérablement réduite.

Au Brésil, c'est le président de la Chambre des députés qui décide de l'ouverture des procès de destitution du président de la République. L'actuel président, Rodrigo Maia, même après avoir reçu plus de cinquante demandes d'entamer ce processus, n'a pas donné suite. Début août, dans une interview télévisée, il s'est finalement prononcé contre. Il a déclaré qu'il ne trouve pas que Bolsonaro ait commis un crime qui puisse justifier sa destitution.

Ce que la déclaration de Maia signifie, c'est que la majeure partie de la « classe politique » brésilienne, reflétant la position prédominante de la bourgeoisie, a choisi de maintenir Bolsonaro au pouvoir. Cela peut s'expliquer par l'idée (plus que douteuse) qu'il peut être « contrôlé », ou simplement par le fait que cette classe ne s'indigne pas des aspects les plus antidémocratiques et génocidaires du gouvernement. De plus, même si Bolsonaro n'a pas encore été capable d'offrir la plupart des mesures impopulaires que la bourgeoisie attend de lui, elle espère qu'il

pourra encore être utile.

De même, les grands médias brésiliens ont relativisé leur position critique à l'égard de Bolsonaro, même s'ils la conservent.

L'IMPACT DE L'« AIDE D'URGENCE » ET LA RÉORIENTATION DU GOUVERNEMENT

Le 14 août, d'après un sondage, l'approbation du gouvernement est passée de 32% à 37%, et le rejet de 44% à 34% par rapport au précédent sondage (juin). La tendance à la dégradation progressive de la popularité du gouvernement s'est inversée. C'est parmi les électeurs les plus pauvres, et dans le nord-est du pays (jusqu'à présent, la plus grande base de soutien à Lula), que l'hostilité au gouvernement a le plus baissé.

Le changement le plus surprenant est peut-être que 47% des personnes consultées estiment que Bolsonaro n'est pas coupable des décès causés par la pandémie. 41% estiment qu'il a une certaine responsabilité, et seulement 11% qu'il est le principal coupable.

Il n'est pas difficile de déduire que la principale raison de ce changement favorable au gouvernement a été la réception par une grande partie de la population, depuis le mois d'avril, d'une « aide d'urgence » pour compenser la contraction de l'économie due à la pandémie.

Le gouvernement avait proposé une aide de 200 réaux. Le Congrès, cependant, l'a forcé à augmenter cette aide à 600 réaux (un peu moins de 100 euros au taux de change actuel) ou, dans quelques cas, à 1200.

L'impact économique de cette mesure a été énorme, beaucoup plus important que prévu. Elle a bénéficié à plus de 65 millions de personnes (sur une population de 210 millions). Avec cela, les revenus de la partie la plus pauvre de la population brésilienne ont *augmenté* pendant la pandémie, malgré la très grave crise économique (au deuxième trimestre, le PIB a chuté de 9,7%). Dans le Nord-Est, la région la plus pauvre du pays, le revenu moyen a augmenté de 26% ; dans le Nord, il a augmenté de 24%. Même dans la région la plus riche du pays, le Sud-Est, il a augmenté de 8%.

La part de la population salariée avec des droits du travail reconnus est inférieure à 38 millions de personnes – un peu plus de la moitié du nombre de ceux qui reçoivent l'aide d'urgence.

Autre comparaison très pertinente : le programme « Bourse Famille », responsable

d'une grande partie du soutien électoral que Lula avait dans son gouvernement, atteint actuellement un peu plus de 14 millions de familles, qui reçoivent du programme en moyenne moins de 200 réaux par mois. Donc, l'aide d'urgence atteint beaucoup plus de gens, avec des valeurs beaucoup plus élevées. Les comptes exacts ne sont pas connus, mais le coût mensuel de l'aide d'urgence est environ *vingt fois* celui de la Bourse Famille.

Bolsonaro bénéficie d'un programme social qu'il n'avait pas proposé ; sa défaite lui a profité. De même, le fait que sa ligne d'action face à la pandémie ait été interdite par le pouvoirs judiciaire et législatif lui permet de dire plus facilement que « *la responsabilité dans la pandémie appartient aux gouverneurs et aux maires* ». Le plus grand revers et la plus grande menace qu'il ait subie jusqu'à présent – l'arrestation de Queiroz l'a amené à changer (partiellement) son comportement devant les principales institutions de l'État brésilien, ce qui a permis à la bourgeoisie de collaborer à nouveau avec lui.

BOLSONARO « DE GAUCHE » ?

Jusqu'à récemment, Bolsonaro critiquait les programmes sociaux institués par les gouvernements du PT. Il a changé radicalement de position, et s'occupe actuellement, dans certains cas, d'élargir ces programmes, en changeant leur nom pour leur imprimer sa marque. Le programme de logement, qui s'appelait « Ma maison, ma vie », a connu quelques changements et est appelé maintenant « Maison verte et jaune » (ce sont les couleurs du drapeau brésilien). Le programme Bourse Famille devra être élargi et s'appellera « Renda Brasil ». L'aide d'urgence pendant la pandémie a été prolongée jusqu'à la fin de 2020, bien qu'au cours des quatre derniers mois de l'année les montants versés soient réduits de moitié.

L'alliance de Bolsonaro avec l'ultralibéral Paulo Guedes (ministre de l'Économie) n'a jamais été fondée sur la conviction ; elle a toujours été pratique. Maintenant, cependant, il commence à entrer en conflit avec son ministre et les secteurs de la bourgeoisie qu'il représente. Ils ont commencé à formuler des caractérisations complètement absurdes : le site d'information pour entreprises Bloomberg a publié un article qui dit que « *le "gauchisme intérieur" de Bolsonaro a refait surface* », ce qui a été repris dans la presse brésilienne. Le journal *Folha de Sao Paulo* a publié un éditorial dégueulasse sous le titre « Jair Rousseff », associant Jair Bolsonaro à la

présidente déposée.

Il est évident que Bolsonaro n'est pas du tout devenu « de gauche » ; les politiques d'assistance sociale ne sont pas « de gauche », même si elles sont élargies. Dans les gouvernements du PT, d'ailleurs, ces politiques ont coûté très peu au budget et ont été saluées par la Banque mondiale et d'autres institutions similaires.

L'« aide d'urgence » coûte beaucoup plus, et n'a été soutenue par la classe dirigeante que dans le contexte de la pandémie. Dans la période post-pandémique, la bourgeoisie fera pression pour la reprise de l'austérité entièrement orthodoxe qui était la promesse du ministre Guedes ; et Bolsonaro, qui est passé d'adversaire à enthousiaste pour les politiques de protection sociale, a déjà commencé à s'opposer à Guedes, dont l'avenir au gouvernement est devenu incertain.

PERSPECTIVES

Bolsonaro s'est renforcé, bien qu'il continue de faire face à plusieurs risques très importants – en particulier les différentes enquêtes sur lui et ses proches. Les soutiens récents qu'il a recueillis (comme celui du « *centrão* ») ne sont pas fermes, et la tolérance bienveillante de la plupart des bourgeois avec lui n'est pas sûre non plus. En outre, certains des responsables de sa victoire électorale, comme l'ancien juge Sergio Moro, sont devenus ses ennemis.

Bien que le rejet du gouvernement dans la population ait diminué, une grande partie de la société maintient une position ferme d'opposition ; même dans les conditions de la pandémie, il y a eu des mobilisations contre le gouvernement, et il y en a toujours.

La position de Bolsonaro, en revanche, n'est pas seulement favorisée par la tolérance de la bourgeoisie et la complicité des partis de droite. Elle profite également des faiblesses de l'opposition, qui collabore avec le gouvernement sur des questions fondamentales. Les gouverneurs du PT et du PC do Brasil, par exemple, ont imposé aux États qu'ils gouvernent des « réformes de la sécurité sociale » similaires à celle approuvée au niveau fédéral, et ont réprimé les mouvements d'opposition.

Le défi de renforcer une opposition plus cohérente reste ouvert, de la part des mouvements populaires et par les partis qui sont à gauche du PT et qui défendent une ligne d'indépendance de classe. □

***João Machado est économiste, membre de la IV^e Internationale et du PSOL**

Les républicains installent l'« État français » de Pétain

PAR PATRICK LE MOAL

Pétain n'est pas arrivé au pouvoir tout seul, ni par un coup d'État. L'Assemblée nationale qui lui accorde les pleins pouvoirs constituants le 10 juillet 1940 est composée de la Chambre des députés élue en mai 1936 et du Sénat élu en 1938, la quintessence du personnel politique de la III^e République.

C'était la conclusion du glissement à droite engagé dès 1938 en réaction au Front populaire et à la peur de la grève générale. Les pleins pouvoirs permettent à Pétain de mettre en place une nouvelle Constitution ; il a les mains libres pour imposer le régime autoritaire souhaité par une partie importante de la droite. La « République française » disparaît des actes officiels au profit de « l'État français », la devise « Liberté Égalité Fraternité » est remplacée par le triptyque « Travail Famille Patrie », et une politique ultra réactionnaire se développe très rapidement sur tous les terrains, politiques, économiques et sociaux.

Comment en est-on arrivé là ?

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS NE SOUHAITAIT PAS LA GUERRE

Dans la guerre qui se prépare pour l'hégémonie mondiale, la France jouit depuis 1918 d'une supériorité politico-militaire en Europe et d'ambitions diplomatiques adossées à un immense empire colonial¹ qui ne correspondaient en rien au rapport de force économique réel sur le continent et encore moins au niveau mondial. Cette faiblesse matérielle d'une puissance de second ordre qui a tout à perdre dans un nouveau partage du monde se traduit par une absence de volonté politique dans la guerre qui monte.

En outre, de très larges secteurs de la classe dominante sont terrifiés par la force potentielle de la classe ouvrière, surtout après mai-juin 1936, craignant une nouvelle Commune à Paris, alors que la Révolution est là en Espagne. La peur d'une insurrection ouvrière reste omniprésente, même après l'échec des grèves de novembre 1938 provoquant une vague de répression contre les travailleurs combattifs², permettant des

décrets lois attaquant frontalement les acquis de 1936. « *Éradiquer le "danger communiste" devenait l'obsession de beaucoup et prenait le pas sur tout projet international. Ils voyaient de plus en plus la démocratie parlementaire comme un fardeau insupportable qui empêche toute élimination de la puissance syndicale. Laval est la personification de ce point de vue qui l'emportait très largement au Parlement*³. »

En conséquence, la bourgeoisie française ne prépare la guerre que très mollement, accepte à Munich en septembre 1938 de céder au Reich allemand les territoires ayant une population allemande au sein de la Tchécoslovaquie. Avec l'acceptation de tous les députés à l'exception des communistes qui refusent de voter la confiance au négociateur de Munich.

Le 25 février 1939, un accord franco-espagnol reconnaît la légitimité de Franco sur l'Espagne, signant ainsi l'arrêt de mort de la République espagnole, tout en permettant d'obtenir la neutralité de l'Espagne en cas de guerre. Les camps de concentration se mettent en place dans le sud de la France pour enfermer les dizaines de milliers de républicains espagnols, qui seront rejoint rapidement par les antifascistes allemands, les réfugiés de toutes nationalités.

LE PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE

C'est dans ce contexte qu'est signé le 23 août 1939 le pacte entre l'Allemagne nazie et l'URSS dirigée par Staline. Il est officiellement présenté comme un pacte de non-agression, de renoncement au conflit entre les deux pays, de neutralité dans le cas où l'un des deux pays signataires serait attaqué. Pour les nazis, ce pacte utilise l'URSS pour éviter un risque de guerre sur deux fronts, permettant au passage de s'emparer d'une bonne partie du territoire

polonais.

Des protocoles secrets délimitent les sphères d'influences de l'Allemagne nazie et de l'URSS dans les pays situés entre eux, Scandinavie, pays Baltes, Pologne, Roumanie, et prévoit un partage de la Pologne.

LE SOUTIEN DU PACTE PAR LE PCF DONNE L'OCCASION D'UN VIOLENT DÉCHAÎNEMENT ANTICOMMUNISTE

C'est une époque où siège au Bureau Politique du PCF un responsable de la III^e internationale, l'« œil de Moscou » qui joue un rôle décisif dans toutes les décisions communistes qui doivent correspondre aux besoins et tournants de la diplomatie stalinienne.

La presse communiste publie un manifeste célébrant Staline, affirmant que « *l'action de l'Union Soviétique par le pacte de non-agression avec l'Allemagne concourt à affermir la paix générale*⁴ », et dénonce la guerre comme étant le fait de l'impérialisme britannique, provoquant incompréhension, désarroi et opposition de milliers de militants et sympathisants formés dans la lutte antifasciste. Pour mesurer à quel point le soutien au pacte germano-soviétique était une question majeure pour la direction du PCF, pour être nommé responsable dans ce parti jusqu'aux années 50 la commission des cadres chargée de donner un avis mettait en priorité l'acceptation du pacte en 1939 !

La direction de la CGT unifiée, qui avait encore près de 3 millions d'adhérents après la défaite de 1938, condamne le pacte par 18 voix contre 8 et 2 abstentions, en évitant temporairement la scission. La presse communiste disparaît, *l'Humanité*, *Ce soir* et 159 périodiques sont interdits, saisis, les diffuseurs des journaux interdits et des tracts du PCF sont réprimés. Le

gouvernement en profite pour établir la censure sur la presse, la radio et le cinéma.

Les députés communistes votent malgré tout les crédits de guerre le 2 septembre « *pour faire face aux obligations résultant de la situation internationale* ». Cela n'empêchera pas une semaine plus tard la publication d'un décret retirant la qualité de français à ceux dont l'attitude était contraire à l'intérêt national. Après l'entrée de l'Armée rouge en Pologne le 17 septembre, la répression prend une toute autre ampleur. Le Bureau confédéral de la CGT exclut tous ceux qui n'ont pas condamné l'invasion, puis *La vie ouvrière*, journal des ex-unitaires animé par les militants communistes, est interdit.

Le 26 septembre, le Parti communiste français et les organisations affiliées sont dissoutes, les maires et conseillers municipaux communistes sont suspendus. À part les 26 députés qui se désolidarisent, ceux qui ne sont pas dans la clandestinité ou mobilisés sont tous arrêtés, soit une trentaine. Le Secrétaire général Maurice Thorez, mobilisé, déserte pour rejoindre Moscou.

Entre septembre 1939 et mars 1940, 620 syndicats et 675 associations où siégeaient des communistes seront dissouts, 2 718 élus déchus de leur mandat dont 69 députés et un sénateur, 3 400 arrestations effectuées et 3 000 sanctions prises contre des fonctionnaires.

L'UNION SACRÉE EN MARCHÉ

C'est alors que sont signés le 7 octobre les « Accords Majestic », une déclaration d'intention tripartite signée par les représentants de la CGT, dont le Secrétaire général Léon Jouhaux, et du patronat, représenté par le délégué patronal au BIT et le président de l'UIMM, en présence du ministre de l'armement. Elle reconnaît notamment la nécessité d'un assouplissement de la législation sociale concernant les conventions collectives, la durée du travail et les congés payés.

Léon Jouhaux refait le pacte national de 1914, intégrant la CGT dans l'Union sacrée.

Le 10 novembre un décret supprime l'élection des délégués et les remplace par des « délégués désignés ».

LA GUERRE ÉCLAIR

Entre temps, le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne a envahi la Pologne. Deux

jours après la Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre à l'Allemagne. Commence alors la période de la « drôle de guerre » qui durera jusqu'au printemps 1940.

La stratégie militaire d'Hitler exige des victoires éclairs en Pologne et en France. Du côté français il n'était nullement question d'offensive vers l'Allemagne, simplement de se retirer derrière la ligne Maginot. Hitler a donc les mains libres pour attaquer la Pologne, tout en préparant l'offensive contre la France.

LES PLEINS POUVOIRS ET L'UNITÉ NATIONALE

Édouard Daladier, dirigeant du parti radical (le parti de la petite bourgeoisie républicaine qui était membre du Front populaire) obtient les pleins pouvoirs le 30 novembre 1939. C'est le début des pouvoirs d'exception. Quatre mois après est installé, le 22 mars 1940, un gouvernement d'union nationale incluant tous les partis – à l'exception du PCF interdit – dirigé par Paul Reynaud, plusieurs fois ministre de la III^e République, membre d'un petit parti de droite.

La répression s'étend à tous les militants à gauche du Parti Socialiste de l'époque, la SFIO (section française de l'internationale ouvrière), d'autres journaux sont interdits comme *Juin 36*, des militants troskystes sont arrêtés, des dirigeants du PSOP (Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, issu de la gauche révolutionnaire exclue de la SFIO, dont le dirigeant le plus connu est Marceau Pivert) sont condamnés à de lourdes peines. Au moment où l'Allemagne, après avoir envahi la Pologne, s'attaque au Danemark et à la Norvège, le Ministre socialiste de l'Intérieur, Sérol, fait étendre la peine de mort aux « propagandistes de la Troisième internationale ».

LE GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE FACE À LA DÉFAITE MILITAIRE

L'attaque allemande commence le 10 mai 1940. L'armée hollandaise sera battue en quatre jours, l'armée belge en 18 jours, les unités britanniques rejetées à Dunkerque en 14 jours et l'armée française est écrasée en 6 semaines.

Dès les premières défaites, c'est la panique dans les classes dirigeantes. Une grotesque procession vers les

reliques de sainte Geneviève est organisée à Paris avec le gouvernement ! En cinq jours la bataille de la Somme est perdue, Paris est occupé le 14 juin, des millions des civils prennent la route de l'exode.

Le Commandant en chef de l'armée, le général Weygand⁵, fait partie de tous ceux qui sont persuadés que la France n'aurait pas dû déclarer la guerre car elle n'était pas prête à cause de son régime politique. Il est obsédé par la nécessité de garder des troupes pour sauvegarder l'ordre public, donc partisan de finir la guerre à tout prix : « *Afin de préserver le moral des armées et éviter un mouvement révolutionnaire, le gouvernement doit assurer qu'il restera dans la capitale à tout prix, et gardera le contrôle de la situation, y compris au risque d'être pris par l'ennemi. Il en va de l'ordre et de la dignité*⁶ ».

Cette option de paix à tout prix l'emporte dans le personnel politique contre ceux qui veulent continuer la guerre à partir des possessions coloniales intactes. Le 16 juin, un projet d'union des nations française et britannique, conçu par Jean Monnet et que le gouvernement de Churchill vient d'accepter à Londres (où est déjà arrivé le général de Gaulle), qui signifie la guerre totale, est soumis au gouvernement par Paul Reynaud. Il est refusé par une majorité des présents, qui décide de demander à l'Allemagne ses conditions pour un armistice. Les ministres se divisent alors en une dizaine de partisans de la poursuite de la guerre (Paul Reynaud, Georges Mandel, César Campinchi, Louis Marin...), environ sept fermes partisans de l'armistice dont Philippe Pétain, et des indécis plutôt marqués par le climat d'effondrement. Les partisans de la négociation l'emportent et un nouveau gouvernement d'union nationale dirigé par Pétain, incluant deux ministres socialistes⁷ est désigné pour signer l'armistice, ce qui sera fait le 22 juin.

Les conditions de l'armistice, l'organisation du pays en deux zones, une occupée, l'autre sous administration française, montrent bien quelle était la nature du choix du personnel politique français et de la bourgeoisie : tout faire pour éviter l'occupation totale du pays





et maintenir un appareil d'État en France, et pas seulement dans les colonies, dans lesquelles les troupes allemandes ne s'installaient pas. Les territoires occupés restent administrés par le gouvernement français, même si les fonctionnaires doivent collaborer avec les autorités allemandes en zone occupée. Le gouvernement français paye les « frais d'occupation ».

QUEL ÉTAIT LE RÔLE DE DE GAULLE ?

Il n'était pas un membre de la classe politique ni même du Haut commandement de l'armée. Ce n'est pas pour autant qu'il n'avait aucune connexion avec l'appareil d'État. Ce bourgeois catholique, militaire de carrière, proche des idées d'extrême droite, familier de Pétain, hostile à la « démocrassouillerie », appartient de 1932 à 1937 au Conseil supérieur de la défense nationale, organisme qui le place à la jonction de l'armée et de la politique sous 14 ministères successifs⁸. Il est nommé sous-secrétaire d'État à la Défense nationale le 6 juin dans le gouvernement d'union nationale... jusqu'à son départ de France le 16 juin.

Son appel du 18 juin ne sera pas entendu par grand monde, sans crédibilité à ce moment.

Les britanniques qui lui permettent de le lancer cherchent des représentants plus légitimes. Mais la tentative de constituer à partir de quelques dizaines de parlementaires dont Édouard Daladier, Georges Mandel, Pierre Mendès France, Jean Zay un nouveau gouvernement en exil échoue lamentablement. Le bateau, *le Massilia*, qui les convoie part le 21 juin, mais est bloqué au Maroc trois jours après. Les possessions françaises basculent presque toutes du côté de Vichy. De Gaulle va donc alors occuper l'espace politique laissé vacant pour constituer petit à petit une structure politique paraétatique bourgeoise crédible pour l'après-guerre. Il a su représenter efficacement les besoins de la bourgeoisie dans une période compliquée.

L'INSTAURATION DE L'ÉTAT FRANÇAIS DE PÉTAÏN

Lorsque Pétain est nommé chef de gouvernement d'union nationale le 16 juin avant d'avoir la possibilité légale de faire disparaître la République par le vote du 10 juillet, il n'est pas

seulement le militaire de la bataille de Verdun, il est aussi un maréchal politique dont les liens avec l'extrême droite et les réseaux anticommunistes sont connus. Laval, qui joue un rôle central dans le régime de Vichy, était un ancien de la vie parlementaire de la III^e république, un temps avocat de la CGT, devenu anticommuniste, onze fois ministre et plusieurs fois président du Conseil.

C'est donc en toute connaissance de cause que la Chambre des députés⁹ et le Sénat réunis le 10 juillet se prononcent pour la liquidation des institutions républicaines : à la suite de leur vote les chambres ne se réuniront plus, et ils le savaient. Une large majorité de 569 voix vote pour cette liquidation, 357 députés et 212 sénateurs, (soit 87,67 % des suffrages exprimés) dont 90 SFIO, 170 radicaux, gauche démocratique. Seuls 80 parlementaires (57 députés et 23 sénateurs) votent contre, incluant 36 SFIO dont Blum et 27 radicaux. Enfin 20 autres s'abstiennent dont 7 SFIO dont Georges Monnet. Une large majorité de députés SFIO et radicaux s'ajoutent donc aux votes de la droite pour introniser Pétain tout à fait légalement.

Au-delà du personnel politique, c'est la quasi-totalité du personnel administratif, policier, judiciaire et même artistique qui apporte son soutien au régime de Pétain. Les magistrats devaient jurer serment à Pétain, bien peu refusèrent. Les fonctionnaires se turent. Les policiers le servirent avec zèle. Les hauts fonctionnaires de l'administration préfectorale de Vichy, issus du radicalisme républicain, servirent sans ciller l'État français jusque dans les pires errements de la collaboration d'État. Malgré cela, estimant que la politique avait profondément pénétré dans les cadres administratifs du pays, en en paralysant l'action, et que les préfets d'hier n'avaient plus leur place, un vaste renouvellement est organisé : « un an après l'instauration du régime [...] 82 postes sur 87 étaient occupés par de nouveaux titulaires, tandis que 80 anciens préfets étaient sortis des cadres¹⁰ », même si les nouveaux sont largement pris dans le vivier issu de la III^e République.

LA PARALYSIE DES PARTIS OUVRIERS

Le PCF est paralysé par l'interdiction, mais aussi plus substantiellement à cause de sa politique. Il n'y a aucune

action contre l'occupation jusqu'au moment de l'attaque de l'URSS par l'armée nazie en juin 1941. Il dénonce la guerre impérialiste, propose la fraternisation avec les prolétaires allemands habillés en soldats, refuse de voir la France enchaînée au char de l'impérialisme britannique, tout en menant une propagande pour l'instauration d'une république française des soviets ! Ses dirigeants entament même en juin 1940 une démarche auprès des autorités allemandes pour une réparation légale du journal *L'Humanité*, leur espoir venant du pacte Hitler-Staline. Elle est violemment refusée par les autorités de Vichy qui confirment l'interdiction de parution.

Mais rapidement le renvoi dos à dos des vichystes et gaullistes, le refus de prendre les armes contre l'armée allemande, qui peut passer avec le sentiment pacifiste des premiers mois d'occupation, est de plus en plus en décalage avec la progression du sentiment anti-occupant.

La SFIO est hors course. Comme l'indiquent les votes lors de l'instauration de l'État français, les socialistes sont divisés, hésitants, certains se rallient à la politique gouvernementale, d'autres attendent. Ceux qui veulent s'opposer sont incapables s'adapter aux conditions de la clandestinité.

La classe ouvrière est complètement déstabilisée. La CGT est dans l'Union sacrée. Il y a d'abord l'effet de la mobilisation qui concerne 5 millions d'hommes, puis de l'exode, puis les 1 600 000 prisonniers en Allemagne, le chômage massif, l'embauchage sur les chantiers du gouvernement, les travailleurs envoyés en Allemagne.

Il n'y a durant toute cette période aucune action autonome des classes populaires et une paralysie des partis ouvriers : seules les réponses bourgeoises sont présentes. □

1) Il y avait 69 millions d'habitants dans les colonies en Afrique et Asie pour 41,5 millions en France.

2) 10 000 licenciements et 800 000 mises à pied suite à l'échec de la grève générale de novembre 1938.

3) Ernest Mandel « Sur la seconde guerre mondiale Une interprétation marxiste », Éd. La Brèche 2018, p. 24.

4) La Vérité, Fac similé EDI 1978 page 7.

5) Qui s'est illustré contre l'Armée Rouge en Pologne en 1920.

6) Cité par Ernest Mandel, *idem*, p. 24.

7) Avec l'accord de Blum.

8) Gilles Heuré dans l'article « Si je vis, je me battraï, où il faudra, tant qu'il faudra ».

9) Étaient absents les députés communistes arrêtés ou en fuite et quelques députés prudents.

10) Marc Olivier Baruch dans l'article « Qui sont les Préfets de Vichy ? »

« Ce fut un Parlement de “gauche” qui a décidé, à une écrasante majorité, de remplacer la République par l'État français avec Pétain à sa tête »

PAR ERNEST MANDEL

Ce texte est extrait de l'article « Les individus et les classes sociales: le cas de la Seconde Guerre mondiale » (1986).

L'approche marxiste classique sur « le rôle de l'individu dans l'histoire » a été ébauchée par Plékhanov dans son célèbre essai qui porte le même intitulé¹. Bien qu'il soit fréquemment associé à un marxisme réducteur, le texte de 1898 de Plékhanov est, en réalité, une analyse notablement subtile et actuelle. Il y développe la thèse de base selon laquelle l'infrastructure des rapports de production imposent certaines limites matérielles sur la lutte des classes, mais que la manière par laquelle ces limites s'expriment véritablement prend toujours la forme d'une « réfraction » au travers des rôles particuliers joués par des organisations de masse et par leurs dirigeants. Dans de telles conditions, et tout particulièrement dans les tournants historiques décisifs ou les moments de crise, les particularités personnelles des individus peuvent influencer le type d'organisation et de direction de classe qui sont disponibles.

INSTINCTS MAJORITAIRES DE LA CLASSE DOMINANTE

En outre, Plékhanov ajoute deux éléments : premièrement, comme Hegel l'a suggéré, « le sort des nations dépend souvent d'accidents de second ordre » ; mais ces « accidents » sont entrelacés avec des rapports de forces et matériels particuliers qui, à leur tour, limitent la sphère d'autonomie du facteur individuel. En second lieu, les classes sociales, dans

des moments de crise, requièrent « des talents de nature spécifique », un type particulier de direction. Généralement, dans ces moments là, une poignée ou plus d'individus qui personnifient et incarnent ces talents sont disponibles comme candidats pour devenir les nouveaux dirigeants de leur parti, classe ou nation. « On a pu observer à travers les âges que les grands talents apparaissent lorsque les conditions sociales favorables à leur développement existent. Cela signifie que chaque homme de talent qui surgit, que chaque homme dont le talent devient une force sociale, est le produit de rapports sociaux. À partir de cela, il est clair pourquoi les gens talentueux, comme nous l'avons dit, peuvent seulement changer individuellement certains traits des événements, mais non leur tendance générale ; car ils sont eux-mêmes le produit de ces tendances et que, sans ces dernières, ils n'auraient jamais dépassés la frontière qui sépare leur potentiel de sa réalisation². »

L'histoire de la Seconde Guerre mondiale fournit de nombreux exemples de la perspicacité des thèses de Plékhanov. Dans le cas de la IIIe République française, les personnalités politiques qui ont conduit la France à la capitulation de 1940 avaient toutes été élues en 1936. Autrement dit, à l'exception de quelques députés communistes qui avaient été privés de leurs droits civils pour leur opposition à la guerre, ce fut un parlement de « gauche » qui a décidé, à

une écrasante majorité, de remplacer la République par l'État français avec Pétain à sa tête. Comment expliquer ce fait ? L'ascension de Pétain n'a nullement été la conséquence inévitable de la victoire des chars allemands. Après la défaite du gros des forces militaires françaises en mai-juin 1940, d'autres voies d'action étaient parfaitement concevables³. Mais la substitution de la démocratie française par le régime de Pétain correspondait aux instincts majoritaires de la classe dominante française, qui était déterminée à utiliser la défaite de son armée pour revenir sur les acquis sociaux et se venger de l'humiliation subie lors de la victoire du Front populaire et de la grande grève de Juin 1936. Pétain a été le mécanisme qui lui a permis d'atteindre ce que son plus talentueux et réactionnaire idéologue, Charles Maurras, appelait « une divine surprise ». De plus, Pétain leur permettait également de sublimer idéologiquement la défaite, à travers la restauration culturelle atavique impulsée par Vichy sous le slogan de « Travail, Famille, Patrie ».

TROIS CONDITIONS POLITIQUES ESSENTIELLES

Bien entendu, dans des circonstances normales, un tel retournement radical du rapport des forces sociales et politiques entre le travail et le capital aurait





été impossible en France. Pour qu'une transition entre une démocratie parlementaire décadente et une dictature militaire bonapartiste s'opère, trois conditions politiques étaient absolument essentielles. Premièrement, le dernier cabinet ministériel dirigé par Paul Reynaud devait renoncer au pouvoir sans résistance. En second lieu, le Président de la République devait faire appel à un partisan déclaré d'un régime autoritaire – dans ce cas-ci, au Maréchal Pétain – afin de former un nouveau gouvernement. En troisième lieu, la majorité du Parlement, sénateurs et députés, devait être disposée à enterrer la constitution de la III^e République. Comme cela s'est effectivement passé, toutes ces conditions ont été accomplies sans hésitation lorsqu'a surgi la nécessité sociale de le faire, de sorte que la tendance générale en leur faveur est devenue hégémonique au sein de la classe dominante.

Jusqu'à la fin du mois de mai 1940, Paul Reynaud était considéré comme un homme politique obstiné et violent, habile à manipuler les cabinets et les députés. Malgré tout, il s'est laissé manœuvré par un vote ambigu dans son cabinet dans lequel il demandait, non un armistice, mais seulement les conditions pour un armistice avec l'Allemagne, attitude qui l'a placé en minorité et l'a conduit – en opposition complète avec sa nature – à renoncer au pouvoir. Parallèlement, jusqu'alors également, le président Lebrun était généralement vu comme une personnalité sans importance, inhabile, sans volonté propre, il avait justement été choisi pour ces raisons à ce poste honorifique car sa personnalité correspondait au fameux mot de Clémenceau ; « *Si vous voulez un Président, choisissez le plus stupide* ». Cependant, c'est cette personnalité insignifiante qui a pris la décision cruciale le 26 juin 1940. S'il avait choisi de faire appel à nouveau à Reynaud, la III^e République aurait encore survécu pendant un temps. Mais, avec une volonté et une obstination totalement contraires à sa nature, et possiblement avec la complicité de Reynaud, c'est lui qui a imposé la dictature de Pétain.

« C'est Pétain qu'il nous faut » était le cri de guerre de l'extrême droite depuis 1936. Cependant, même si le vieux maréchal était assez populaire, son activité politique avait été limitée avant mai 1940, jusqu'à ce que sa candidature comme Premier Ministre fut orchestrée par un maître de l'intrigue et du chantage, Pierre Laval, et adoptée par une majorité écrasante des députés et des sénateurs (y compris, comme on l'a souligné, par de nombreux parlementaires de « gauche » de 1936). En vérité, Pierre Laval était disposé, au moins, depuis 1937, à manœuvrer et à intriguer frénétiquement ainsi contre la République. Il est également vrai que la complète démoralisation d'une bonne partie des parlementaires en juin 1940, comme résultat de la défaite totale et inespérée des troupes alliées, a facilité le succès d'une telle manœuvre.

En même temps, il est difficile de nier qu'un retournement radical des normes et des habitudes de comportement de centaines d'hommes politiques – dont six ou sept ont joué un rôle décisif dans cette tragi-comédie – ne pouvait se produire que parce qu'il était en accord avec les nécessités collectives et le souhait conscient de la majorité de la bourgeoisie française. Pour cette classe, il était non seulement devenu impératif de changer de camp en plein milieu de la guerre, mais également de liquider les conquêtes réformistes du mouvement ouvrier français.

SAUVER LE CAPITALISME FRANÇAIS ET L'ÉTAT BOURGEOIS INDÉPENDANT

Une conjoncture symétrique, mais dans l'autre sens, a surgi quand la classe dominante française s'est retrouvée confrontée à l'imminence du Débarquement des Alliés en 1944. Cette fois-ci, le problème pour la majorité des capitalistes français, profondément discrédités aux yeux des masses pour leur collaboration avec les nazis, était de sauver à la fois le capitalisme français et l'État bourgeois indépendant (et son Empire) dans le cadre d'un rapport de forces très défavorable, à la fois vis-à-vis de la classe ouvrière française (largement armée comme conséquence du développement de la Résistance) que des autorités anglo-saxonnes. Une mutation radicale du personnel

politique et des alliances était à nouveau à l'ordre du jour.

De nouveaux « hommes prédestinés », Charles De Gaulle et ses plus proches collaborateurs, étaient providentiellement disponibles pour mener à bien cette opération de sauvetage, apparemment miraculeuse. Sa réussite fut une surprise pour de nombreux contemporains, habitués à la pusillanimité des dirigeants français. Quand l'arrogant et inepte Feldmarshall Keitel a été amené à signer la reddition inconditionnelle de la Wehrmacht en 1945 face au Commandement allié réuni, il a eu cette exclamation significative : « Comment ? Devant les Français aussi ? »

De Gaulle était certainement une personnalité exceptionnelle, avec une intelligence brillante et une volonté de fer supérieure à la majorité de sa classe, non seulement de France, mais d'Europe. Mais tant que ses vertus individuelles ne correspondaient pas aux nécessités auto-définies par la bourgeoisie française, il a été marginalisé, considéré comme un demi fou ou comme un dangereux aventurier. Certains le considéraient comme profasciste, d'autres, plus tard, l'ont condamné comme un sympathisant communiste. Même un homme politique aux jugements réputés et habituellement astucieux tel que Franklin D. Roosevelt ridiculisait fréquemment De Gaulle et ses prétentions à la gloire.

En juin 1944, les Alliés étaient sur le point d'imposer une occupation et une administration militaires à la France, qui auraient probablement conduit à une guerre civile comme en Grèce, voire pire. De Gaulle, qui avait à sa disposition de maigres forces militaires, a correctement jugé les nécessités du capitalisme français (et, naturellement, international) et a obtenu le succès en établissant, à travers un « coup de main » diplomatique, la renaissance d'un régime parlementaire et en y intégrant la Résistance communiste. □

1) Cet essai a été publié dans G. V. Plekhanov, *Fundamental Problems of Marxism*, London 1969.

2) *Ibid*, p. 171.

3) Entre l'option majoritaire en faveur de Pétain-Leval et la minuscule minorité qui soutenait alors De Gaulle, il existait l'alternative de poursuivre la guerre à partir de l'Afrique du Nord, une position défendue autour de Mendès-France, Georges Mandel, et le président du Sénat, Jeanneney.

Vichy et la « Révolution nationale »

PAR HENRY ROUSSO*

Extrait de : *le Régime de Vichy*, PUF, 2007.

Le vote du 10 juillet était-il ou non légal ? Les parlementaires pouvaient-ils déléguer à un seul homme leur délégation du pouvoir constituant ? Toutes les règles ont-elles été respectées en séance ? Sans doute non – encore que le débat juridique reste ouvert – mais les apparences sont sauves. Les chambres sont supposées ratifier la constitution future, et le texte de l'article unique, signé conjointement par Pétain et Lebrun, n'abolit pas fondamentalement la forme républicaine du gouvernement, l'interdit majeur depuis la loi du 14 août 1884. Laval a joué de tous les artifices de procédure pour emporter le vote, et cette session extraordinaire qui renverse la république parlementaire a montré, de manière tragiquement paradoxale, ce que celle-ci pouvait produire de pire.

L'« ÉTAT FRANÇAIS »

Ce vote n'a pourtant qu'un intérêt relatif, puisque, dès le lendemain, Pétain outrepassa – trahit même, pour certains – le mandat qui lui a été confié. Les 11 et 12 juillet, il promulgue quatre premiers « actes constitutionnels » (sur douze au total) qui établissent les bases d'une dictature personnelle. L'Acte I met cette fois un terme de fait à la République en créant un nouvel exécutif : « *Nous, Philippe Pétain, maréchal de France, vu la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940, déclarons assumer les fonctions de chef de l'État français.* » L'Acte II attribue à celui-ci « *la plénitude du pouvoir gouvernemental* », aussi bien législatif qu'exécutif, la nomination et la révocation des ministres « *responsables devant lui seul* », la promulgation et l'exécution des lois, la disposition de la force armée (mais non le droit de déclarer la guerre sans l'assentiment des chambres), le droit de grâce, la négociation et la ratification des traités, etc.

L'Acte III ajourne « *jusqu'à nouvel ordre* », sans les supprimer formellement, les

deux assemblées qui ne vont plus siéger. L'Acte IV permet à Pétain de désigner lui-même son successeur éventuel désigné comme le « Dauphin » : Pierre Laval, puis l'amiral Darlan. Il lui est également octroyé la possibilité de faire juger les ministres ou hauts fonctionnaires « *ayant trahi les devoirs de leur charge* ». En quelques textes, le nouveau régime concentre entre les mains d'un seul homme le pouvoir exécutif, législatif, judiciaire, sans envisager le moindre contre-pouvoir, et en supprimant presque toute représentation élue, même au suffrage partiel, un fait sans précédent.

Issu des élites politiques en place et non d'une mobilisation populaire, Vichy n'est pas un fascisme au sens strict. Basé sur l'adhésion et l'élan des Français envers Pétain, ainsi que sur la volonté d'encadrer les masses, il n'est pas non plus un césarisme traditionnel. L'« État français » s'apparente à une dictature charismatique, une forme de pouvoir autoritaire qui se définit non par les qualités intrinsèques d'un leader, mais par l'identification qu'il suscite chez le plus grand nombre. Le régime s'inscrit dans une tradition française – le bonapartisme, le boulangisme – mais il emprunte beaucoup à son époque – le franquisme espagnol, le salazarisme portugais, régimes assez proches dans leur structure, mais aussi le fascisme italien et le national-socialisme allemand.

CHANGER LES STRUCTURES DU PAYS

Dès le 25 juin 1940, Pétain convie les Français à « *un redressement intellectuel et moral* », expression habituelle de la droite française d'avant-guerre. Dans les mois qui suivent, c'est le mot « révolution » qui s'impose : « *La "Révolution nationale" ne se fait pas contre l'oppression politique mais contre un ordre périmé. Elle s'accomplit au lendemain d'une défaite, sept ans après*

la révolution allemande, dix-huit ans après la révolution italienne, et dans un esprit tout à fait différent de ces deux révolutions historiques¹. »

Le régime n'obéit pas uniquement à une logique réactionnaire, mais se pense capable de changer en profondeur les structures politiques, sociales, économiques, mentales du pays, et pas seulement les structures de l'État.

La Révolution nationale ne peut donc se réduire à un slogan vide de sens, comme l'ont cru certains de ses contemporains – y compris Laval lui-même, plus préoccupé de politique extérieure. Elle constitue à la fois un corps de doctrine, avec sa cohérence et ses contradictions, et un horizon de l'action publique des acteurs du régime. Outre la forme dictatoriale de l'exercice du pouvoir et la dimension charismatique comme lien principal avec le peuple, la Révolution nationale relève d'une conception « organiciste » de la société, un trait commun à tous les nationalismes radicaux. Les individus y sont comme autant d'atomes appartenant à des entités « naturelles », des « corps » ou des « communautés » telles que la famille, la région, la profession, la nation - la communauté suprême. Cette vision du monde s'oppose à la fois au principe de la citoyenneté contractuelle des Lumières, fondement de l'idéal républicain, et au principe de la division sociale et de la lutte des classes, qui constitue la base du communisme et du socialisme.

CARREFOUR IDÉOLOGIQUE

Plusieurs traditions politiques et familles de pensées se rencontrent à Vichy. On retrouve d'abord les valeurs de l'Action française : l'hostilité à la représentation parlementaire, la haine de la



démocratie, l'antisémitisme, l'antimaçonnisme, la xénophobie, la nostalgie monarchique avec l'appel au « pouvoir d'un seul », l'ethnocentrisme – « la France, la France seule ». Nombre de ses partisans se retrouvent à des postes clés : Raphaël Alibert, le premier garde des Sceaux et principal rédacteur des actes et lois de Vichy en 1940 ; René Guillouin, Henri Massis, Bernard Ménétreel, conseillers écoutés de Pétain.

On retrouve ensuite les thèmes d'autres ligues, dont les Croix-de-Feu, devenues en 1936 le Parti social français. Si le mouvement garde ses distances avec Vichy, certains de ses membres se retrouvent au gouvernement, comme Jean Ybarne-

autre dimension majeure de la Révolution nationale : l'idée d'« expiation » et son corollaire, celle de « rédemption », ou comment la défaite sanctionne l'abandon des valeurs fondamentales tout en offrant l'opportunité d'une régénération à venir. La Révolution nationale reprend ainsi à son compte la critique de l'individualisme et des idéaux de 1789, telle qu'elle a été exprimée par la contre-révolution (Joseph de Maistre, Louis de Bonald), et celle de la société industrielle, formulée notamment par Frédéric Le Play ou le catholicisme social (Albert de Mun, René de la Tour du Pin).

IMPRÉGNATION FASCISTE

La Révolution nationale ne s'inscrit pas dans la seule lignée antimoderne,

(Auguste Detœuf, Jacques Barnaud), dont l'influence se fait sentir au sein du gouvernement Darlan.

Enfin, les thématiques et formes d'action du fascisme imprègnent la doctrine de Vichy : la dynamique révolutionnaire, la volonté d'encadrement des masses, l'importance du chef charismatique. S'y ajoutent le discours corporatiste, une certaine liturgie, pour ne pas dire un certain folklore : les uniformes, les rassemblements, la gestuelle. Vichy se définit par un anticommunisme radical et obsessionnel, non exempt de certains emprunts. La proximité avec le fascisme se traduit enfin par un même recours à la violence politique contre les opposants et par la persécution de catégories entières d'exclus (les juifs, les étrangers), qui peuvent aller jusqu'à des pratiques d'ingénierie sociale (camps, expulsions) destinées à modifier par la force les contours de la nation française.

À cet égard, la plupart des fascistes français soutiennent le régime à ses débuts : Jacques Doriot, fondateur du Parti populaire français ou Marcel Déat, chef du Rassemblement national populaire. Si le régime garde ses distances avec ces mouvements situés à Paris et financés par l'occupant, il recrute des partisans du nazisme (Fernand de Brion, Jacques Benoist-Méchin, Paul Marion). Il existe ainsi une porosité entre l'idéologie de Vichy et celle des « collaborationnistes » qui vont finir par s'imposer à compter de 1943-1944.

Toutes les familles de la droite française se retrouvent donc dans des proportions diverses à Vichy, y compris des libéraux (Pierre-Étienne Flandin, Joseph Barthélémy). La Révolution nationale attire aussi au début d'anciens hommes de gauche sur la base du pacifisme et de l'anticommunisme (René Belin, de la tendance « Syndicats » de la CGT, les socialistes Charles Sinasse ou Paul Faure). Mais ils ne sont qu'une minorité et ne pèsent pas sur le plan idéologique. La Révolution nationale est sans ambiguïté une idéologie ancrée dans la droite antirépublicaine. □

1) Déclaration de Pétain à la presse américaine, 22 août 1940.

* La publication de cet utile texte de synthèse d'Henry Rousso ne vaut pas adhésion à l'ensemble de ses thèses et de ses engagements politiques.



garay, premier secrétaire d'État à la Jeunesse. Le régime lui emprunte le slogan « Travail, Famille, Patrie », ces « *données fixes dont nulle civilisation ne saurait se passer* », comme l'a écrit le colonel François de la Rocque, en 1934. La formule remplace peu à peu le triptyque républicain « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Dans leur ensemble, les mouvements d'anciens combattants offrent des ressources importantes à la propagande du nouveau régime : le « devoir », le « sacrifice », l'« obéissance », la nécessité de « servir ». Ces termes recourent en partie l'idéologie d'une certaine droite catholique, représentée par Georges Lamirand, autre secrétaire d'État à la Jeunesse, François Valentin, chef de la Légion française des combattants, le général La Porte du Theil, chef des Chantiers de Jeunesse. Ils fournissent une

pas plus qu'elle n'exprime une simple volonté de retour en arrière. Bien au contraire, on retrouve dans la Révolution nationale et dans certaines réalisations de Vichy les idées de courants de pensée ayant cherché, dans les années 1930, à imaginer un nouvel ordre politique, économique, social, spirituel tourné vers le futur et non vers le passé. Désignés, faute de mieux, par le terme de « non-conformistes », ces courants ont en fait presque tous cherché une « troisième voie » entre communisme et capitalisme, entre la peur (et la fascination) de la violence révolutionnaire bolchévique et les ravages de la crise mondiale du capitalisme en 1929. Vichy reprend ainsi certaines formules du planisme et du dirigisme économique du groupe X-Crise (Jean Coutrot) ou des Nouveaux Cahiers

Vichy et les juifs

PAR LAURENT RIPART

Environ 25 % des juifs de France, soit environ 80 000 personnes, ont été assassinés pendant la Seconde Guerre mondiale, ce qui est un chiffre terrible et en même temps relativement limité, dans la mesure où le bilan fut bien pire dans la plupart des autres pays européens. Ce chiffre est aujourd'hui mis en avant par l'extrême droite française, qui tente à tout prix de réhabiliter Vichy, en expliquant que le régime de Pétain aurait réussi à sauver une partie de la communauté juive française. Il s'agit toutefois d'une fake news historique qu'il faut combattre et dénoncer.

Dès sa mise en place, le gouvernement de Vichy développa une orientation antisémite, qui imprégna toutes ses actions. Au-delà de leur réelle diversité, les hommes de Vichy partageaient en effet tous la conviction que les juifs constituaient dans la société un corps étranger et parasitaire, qui rongait le pays. Cette conception leur était d'autant plus chevillée au corps qu'elle s'enracinait dans une vieille idéologie française, où se rejoignaient les héritages de l'antijudaïsme catholique, de la droite antidreyfusarde et des ligues des années 1930.

VICHY ET L'ANTISÉMITISME D'ÉTAT FRANÇAIS

Dès son installation, le gouvernement de Vichy mit en place une batterie de mesures antisémites. Il fit ainsi adopter, le 22 juillet 1940, une loi permettant de déchoir les mauvais Français de leur nationalité, ce qui permit à l'administration d'appliquer avec zèle la mesure à de nombreux juifs, qui furent 6 000 à se voir privés de leur nationalité française. Au mois d'octobre 1940, le gouvernement voulut voir plus grand, en supprimant de manière rétroactive le décret Crémieux, qui avait accordé en 1870 aux juifs d'Algérie la nationalité française. Dans le même état d'esprit, le régime de Vichy avait aussi décidé, le 17 juillet 1940, d'éliminer de la fonction publique tous les fonctionnaires dont le père n'était pas français. Cette mesure entraîna la radiation immédiate de nombreux juifs, dont les parents étaient venus à la fin du XIX^e siècle d'Europe centrale. Vichy concevait le juif comme

un étranger qu'il fallait surveiller, ce qui amena, dès le mois de septembre 1940, sa police à constituer un premier fichier juif. Les hommes de Vichy se méfiaient tout particulièrement des juifs étrangers, ce qui conduisit, dès octobre 1940, le maréchal Pétain à autoriser les Préfets à les faire interner, sans contrôle d'une autorité judiciaire.

Vichy était attentif à l'opinion publique et souhaitait convaincre la société française que les juifs constituaient bien une nuisance. Pour ce faire, le gouvernement de Vichy encouragea les journaux antisémites, en abolissant le 27 août 1940 les lois antiracistes qui encadraient la liberté de la presse. La presse d'extrême droite eut les mains libres pour mener une campagne quotidienne de dénonciation des juifs et pour publier les pires caricatures ou feuilletons antisémites.

Vichy entendait surtout mettre en place un antisémitisme d'État, ce qui l'amena à adopter le 3 octobre 1940 un statut des juifs, qui avait valeur constitutionnelle. Sans retirer aux juifs tous leurs droits civils, ce statut en faisait des Français d'un rang inférieur. Il leur interdisait d'occuper un poste de direction, de pouvoir enseigner ou de travailler dans la presse et établissait des quotas professionnels dans les professions libérales.

Dans un rapport adressé à Berlin, Otto Abetz, l'ambassadeur de l'Allemagne à Paris, pouvait ainsi assurer Hitler que « la tendance antisémite de la population française est tellement forte qu'il n'y a pas besoin de faire des demandes de notre côté ». L'antisémitisme de Vichy

n'était d'ailleurs en rien lié aux Allemands, mais ressortait du vieil antisémitisme français, plus historique que biologique, qui était cultivé depuis des générations par la droite catholique.

Les hommes de Vichy étaient en revanche bien trop conservateurs pour reprendre à leur compte les théories raciales des nazis. Si leur antisémitisme les amenait à penser que la France devait prendre des mesures pour réduire les capacités de nuisance qu'ils prêtaient aux juifs, ils étaient toutefois prêts à faire preuve de mansuétude pour ceux qui avaient montré leur désir « d'intégration » dans la société française, en se convertissant ou encore en ayant fait preuve dans les tranchées de leur patriotisme.

Pour les hommes de Vichy, être Français était d'abord et avant tout un héritage, auquel les juifs ne pouvaient prétendre, mais cet honneur pouvait aussi se mériter, ce qui les amenait à tolérer qu'un petit nombre de juifs puisse participer à la société française. C'était là une différence radicale avec l'antisémitisme des nazis, pour lesquels il fallait à tout prix se garder de tous les juifs, afin de protéger la pureté prêtée à la race aryenne. Pour le dire autrement, alors que les nazis s'attachaient d'abord et avant tout à interdire aux juifs d'épouser des aryens, Vichy n'envisagea jamais de telles mesures, qui seraient allées contre les principes du mariage chrétien.



VICHY ET L'ALLEMAGNE : LE CHOC DES ANTISÉMITISMES

La question juive devint très vite une source de tension entre l'Allemagne et le gouvernement de Pétain, puisque les Allemands s'attachèrent en 1940 à expulser les juifs des territoires qu'ils contrôlaient. Sans égard pour Vichy, ils déportèrent les juifs d'Alsace-Lorraine ou du Luxembourg dans la zone « libre », que contrôlait le gouvernement de Pétain. Vichy, qui s'attachait à limiter l'influence des juifs, ne pouvait accepter cette politique et s'alarma vivement, lorsque les autorités allemandes de la zone occupée commencèrent à expulser les juifs au-delà de la ligne de démarcation.

Soucieux de contrôler ces juifs, les autorités françaises décidèrent de les arrêter, avant de les enfermer dans des conditions souvent terribles dans des camps d'internement, d'où les survivants furent envoyés à Auschwitz à l'été 1942. Surtout, le régime de Vichy ordonna à sa police de refuser l'entrée en zone libre des convois de juifs que les nazis voulaient envoyer. Afin de régler la question, le gouvernement de Vichy se dota en mars 1941 d'un Commissariat général aux questions juives, confié à Xavier Vallat, un vieil antisémite de l'extrême droite française, qui commença à travailler avec les Allemands pour unifier les politiques juives, menées dans la zone libre comme dans la zone occupée.

En juin 1941, Vallat mit au point avec les Allemands un nouveau Statut des juifs, qui uniformisait et renforçait les multiples interdictions professionnelles faites aux juifs, limitant par exemple à

3 % le nombre d'étudiants juifs. Ce statut correspondait parfaitement aux aspirations de Vichy, que Vallat expliquait en affirmant que « *les juifs ne sont tolérables dans la société qu'à dose homéopathique* ». Tout en considérant les juifs comme globalement inassimilables, Vichy tenait toutefois à laisser, à « *dose homéopathique* », une porte ouverte aux plus méritants d'entre eux, par exemple à ceux qui pouvaient prouver leur patriotisme, en attestant que leurs ancêtres avaient combattu pour la France en 1870, en 1914 et en 1939.

Surtout, le nouveau statut prévoyait un recensement général des juifs et permettait aux Préfets d'interner administrativement tous les juifs et non plus seulement les seuls juifs étrangers, comme cela avait été le cas en octobre 1940. Enfin, le nouveau Statut des juifs mettait aussi en œuvre une politique d'aryanisation de l'économie française, qui se traduisit par une vaste expropriation des juifs, dont les collections des musées français purent tirer profit, grâce à la confiscation de leurs œuvres d'art.

VICHY ET LA POLITIQUE D'EXTERMINATION DES NAZIS

À partir de 1941, les autorités de Vichy purent constater l'infléchissement de plus en plus notable de la politique antisémite des Allemands, qui s'engageaient ouvertement dans une politique de « *solution finale* », destinée à éradiquer la totalité des juifs. Après l'entrée de l'URSS en guerre et les premières actions de lutte armée, les Allemands commencèrent à fusiller en masse des otages juifs. Pour aller plus loin, les Allemands souhaitaient que Vichy leur apportât tout son appui. Pour cela, ils exigèrent le départ

de Xavier Vallat et son remplacement par le néo-nazi Louis Darquier de Pellepoix en mai 1942.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Pierre Laval en avril 1942, Vichy s'engageait dans une politique de collaboration ouverte avec les Allemands. En juin et juillet 1942, Laval accepta de conclure avec les Allemands un accord, qui prévoyait que la police française arrêterait et leur livrerait tous les juifs étrangers vivant en France, en zone libre comme en zone occupée. Les négociations furent difficiles, en particulier parce que les Allemands ne voulaient rafler que les juifs de plus de 16 ans et que les autorités françaises, qui ne voulaient pas avoir à gérer les orphelins, exigeaient que les enfants partent avec leurs parents.

Au final, les Allemands acceptèrent les exigences françaises et la police de Vichy put commencer l'opération, en menant le 16 juillet 1942 la rafle du Vél d'Hiv, afin d'arrêter une liste de 28 000 juifs étrangers vivant en région parisienne, pour les envoyer à Auschwitz. La rafle du Vél d'Hiv constitua un tournant majeur. Dans les semaines qui suivirent, des rafles massives se mirent en place sur tout le territoire, la police française agissant aussi bien en zone libre qu'en zone occupée.

Les rafles de l'été 1942 furent mal acceptées par l'opinion. L'Église commença à adopter une attitude critique envers un gouvernement qu'elle avait jusque-là beaucoup soutenu. Si la société française était disposée à accepter un antisémitisme d'État, elle n'était en revanche pas prête à accepter une politique de rafle et d'élimination. Plus de la moitié des juifs qui auraient dû être raflés échappèrent d'ailleurs à l'arrestation, en raison principalement des réticences qui se manifestaient au sein même de la police française, qui semble avoir fait globalement peu de zèle en la matière.

L'hostilité de plus en plus forte de l'opinion publique constitua sans doute la raison qui amena Vichy à refuser de mettre en place le port obligatoire de l'étoile jaune, que les Allemands avaient imposé en juin 1942 dans la seule zone occupée. À la place de l'étoile jaune, Vichy ordonna d'inscrire la mention « *Juif* » sur les cartes d'identité et d'alimentation de tous les juifs français, ce qui lui paraissait un moyen de contrôle tout aussi efficace, tout en restant peu visible et donc moins choquant pour l'opinion publique. La politique antisémite de Vichy se trouvait en fait divisée entre l'antisémitisme traditionnel d'un Pétain, le pragmatisme



DR.

sans principes d'un Laval et la judéophobie obsessionnelle d'un Louis Darquier de Pellepoix. Avec l'occupation par les Allemands de la zone libre le 11 novembre 1942, le gouvernement de Vichy vit toutefois ses marges se rétrécir drastiquement et sa politique se trouva de plus en plus dictée par les Allemands.

Le 10 décembre 1942, Hitler ordonna à la police allemande d'arrêter tous les juifs de France pour les envoyer dans les camps d'extermination. La police française, sans laquelle rien d'important ne pouvait se faire, eu égard à l'extrême faiblesse des effectifs de la police allemande en France, n'accepta toutefois d'arrêter que les seuls juifs étrangers.

Les Allemands haussèrent le ton et à partir de janvier 1944, la police française fut sommée par les autorités d'occupation de prêter main-forte aux rafles antijuives, y compris lorsqu'elles étaient faites contre des juifs de nationalité française. Vichy, qui à cette date ne constituait plus qu'un gouvernement fantoche, se soumit à contre-cœur aux ordres des Allemands. Se défiant toutefois de la police française qui trainait de plus en plus les pieds, les Allemands la contournèrent en faisant appel à la milice de Darnand. Remplaçant de fait la police, la Milice devint le bras armé de la vaste chasse aux juifs que les Allemands lancèrent en France durant l'hiver et le printemps 1944.

PENSER L'ANTISÉMITISME DE VICHY

En 2014, Eric Zemmour a tenté de relancer la vieille lune de la théorie du « bouclier », en prétendant que Vichy aurait permis de protéger les juifs français, en ne livrant aux Allemands que les seuls étrangers. Une telle affirmation est une évidente fake news : depuis la parution en 1972 de l'étude de Robert Paxton sur *La France de Vichy*, tous les travaux historiques ont clairement démontré le contraire. Sur la question juive comme sur les autres, le régime de Vichy n'a jamais offert le moindre « bouclier » à la population française. Le régime a non seulement refusé de participer à la moindre opération de sauvetage, mais a accepté de mettre largement à la disposition des Allemands son appareil d'État, qui a ainsi largement participé au génocide.

Sans Vichy, les Allemands n'auraient eu d'autre choix que de s'appuyer sur les petits groupuscules de néo-nazis, qui n'avaient en France qu'une faible base sociale. C'est ce qu'ils firent d'ailleurs dans le premier semestre 1944, lorsque

le régime d'occupation s'appuya sur la Milice, en mettant hors-jeu la police française. Cette politique montra son inefficacité : alors que de juillet à décembre 1942, malgré d'évidentes réticences, la police française avait permis de rafler 42 000 juifs, les Allemands en obtinrent moins de 15 000 entre janvier et août 1944, lorsqu'ils durent remplacer la police par la Milice. Encore n'auraient-ils pu atteindre ce chiffre sans bénéficier de l'effort administratif de l'État français, qui en imposant la mention « Juif » sur les cartes d'identité et d'alimentation put considérablement faciliter le travail de rafle des miliciens. Le bilan ne laisse place à aucun doute : Vichy ne s'est non seulement jamais opposé à la politique nazie d'extermination des juifs, mais a, malgré ses indéniables réticences, facilité le travail des Allemands, en fournissant au moins partiellement son administration aux génocidaires.

Comment comprendre alors que 75 % des juifs de France soient parvenus à survivre, contre 25 % seulement aux Pays-Bas ? L'explication est simple : devant occuper la quasi-totalité de l'Europe, les Allemands avaient d'énormes problèmes d'effectifs. La collaboration à Vichy d'une large partie de la bourgeoisie française a été pour eux une aubaine, puisqu'elle leur a permis de diriger la France en se contentant d'un appareil policier d'environ 2 500 hommes, alors qu'il leur fallait déployer des dizaines de milliers d'hommes dans les autres pays européens. Dans ce contexte, on ne peut que souligner l'exceptionnelle productivité de l'appareil d'occupation allemande, qui est parvenu avec quelques milliers d'hommes à assassiner 80 000 juifs et des dizaines de milliers de résistants. C'est là l'œuvre fondamentale de Vichy, sans laquelle l'Allemagne n'aurait pu organiser les grandes rafles de 1942-1943.

Tout cela n'enlève rien au fait que Vichy s'est toujours montré réticent devant la politique de « solution finale » des Allemands et que sa police a majoritairement entraîné des pieds pour l'appliquer. Vichy ne pouvait se satisfaire du caractère transclassiste du racisme nazi. Si ses cadres ne voyaient guère d'inconvénients à ce que les Allemands liquidassent les immigrés juifs qui s'entassaient dans les quartiers populaires, ils ne souhaitaient à revanche pas s'en prendre à ce qu'ils appelaient les juifs « intégrés », autrement dit à la fraction juive de la bourgeoisie. Le maréchal

Pétain semble par exemple s'être ému lorsqu'il apprit que les Allemands voulaient faire porter l'étoile jaune à la baronne Lucie Girot de Langlade, une juive convertie, qu'il connaissait bien puisqu'il avait été fréquemment invité aux chasses qu'elle organisait dans son château de l'Oise. Pour autant, Pétain ne fit rien pour la baronne, qui mourut gazée à Auschwitz en janvier 1944, ce qui en dit long sur l'efficacité du soi-disant « bouclier » que Vichy aurait pu fournir aux juifs français.

Bien qu'il n'ait jamais rien fait pour protéger le moindre juif, Vichy ne goûta évidemment pas à l'antisémitisme des nazis, qui ne faisait pas de différence entre le tailleur polonais et une baronne française. L'antisémitisme de Vichy était d'une autre nature, puisqu'il était d'abord et avant tout une forme de xénophobie. Il était en premier lieu dirigé contre le prolétariat juif, fraîchement immigré, dont Vichy souhaitait se débarrasser. Il visait aussi à construire une sorte d'apartheid français, qui aurait permis de réduire l'influence des juifs, en particulier de ceux qui refusaient de se plier aux us et coutumes de la bourgeoisie française, en continuant à fréquenter leurs synagogues. Vichy pouvait certes tolérer quelques juifs, mais ils devaient pour cela renoncer à leur judéité et rester discrets et très minoritaires.

C'est cet antisémitisme-là, celui de Pétain et de Xavier Vallat, que Vichy tenta de mettre en place. Son maître-mot était le quota, puisqu'il visait à limiter à une part insignifiante le nombre de juifs dans les classes dirigeantes. Force est de constater qu'il rencontra un réel assentiment au sein de la population française, car si les rafles de 1942 choquèrent une large partie de l'opinion publique, les lois antisémites de Vichy ne rencontrèrent en revanche pas d'opposition. Cette politique pouvait sembler d'autant plus légitime qu'elle s'enracinait dans la vieille culture antisémite de la bourgeoisie française. Elle participait surtout de la conviction largement partagée que la France devait appartenir aux Français et que les juifs ne pouvaient prétendre appartenir à une nation, qui se pensait d'abord et avant tout à l'aune de l'histoire catholique d'une France très chrétienne. □

Bibliographie :

M.R. Marrus, R.O. Paxton, *Vichy et les Juifs*, Paris, 2015.

M. Rajfus, *La rafle du Vél' d'Hiv*, Paris, 2002.

Dissidence et résistance aux Antilles et en Guyane pendant la Seconde Guerre mondiale

PAR GILBERT PAGO

Les terres de Guyane, de Martinique, de Guadeloupe et ses dépendances¹, sont en 1939-1945 des lambeaux caribéens de la colonisation française ayant débuté au XVII^e siècle. On disait alors qu'elles étaient de « vieilles colonies ».

Or en 1939, il y a moins d'un siècle que l'esclavage a été aboli (1848) et 108 ans (depuis 1831) que la traite négrière devenue clandestine a été surmontée. Ces nouvelles sociétés post-abolitionnistes ont affronté de nombreux drames en quatre-vingt-dix ans.

UNE SOCIÉTÉ POST-ABOLITIONNISTE FACE À SES TRAUMATISMES

Ce furent d'abord les 18 années du régime de Napoléon III pendant lesquelles une fraction des anciens maîtres a cru pouvoir revenir sur les acquis des révoltes de mai-juin 1848 et a fait perdurer les préjugés racistes, les rigoureux modes de vie ségrégationnistes et les pratiques bien affirmées d'exploitation de classes.

Ces sociétés vécurent ensuite les trois phases de la terrible crise du sucre de canne entre 1884 et 1910, entraînant une affreuse misère dans les campagnes tant pour les afro-descendants que pour les émigrés récents (Hindous, Chinois et Congos, ces derniers aussi afro-descendants). Cette débâcle a généré une résistance populaire suivie en contrepoint de multiples massacres d'ouvriers agricoles comme par exemple celui de février 1900 au François (en Martinique) ou de l'usine Sainte-Marthe en février 1910 (en Guadeloupe) ou à Capesterre en mars 1910 (toujours en Guadeloupe). La Guyane pour sa part connut les tragédies liées au bagne (répression des fuyards et des révoltés chez les relégués et les déportés) et de récurrentes émeutes populaires dans d'autres secteurs.

Ces sociétés subirent encore, dans l'entre-deux guerres, les enchaînements catastrophiques du contingentement du

rum que les planteurs s'appliquèrent à faire payer aux ouvriers d'usine et de champs par des despotiques baisses de salaire. Ce fut de nouveau, une époque de fermes luttes des travailleurs face à une répression brutale et meurtrière et d'assassinats de militants syndicaux et politiques (dont André Alier en Martinique en 1934). La célèbre marche de la faim en février 1935 à Fort-de France est une illustration de cette vigoureuse riposte. Cette faim des pauvres et surtout tout des gens des campagnes pour ces trois zones, n'était que le prolongement dans tout le bassin caribéen de la crise capitaliste mondiale de 1929.

Toutefois, avec cette résistance populaire consistante dès la fin du XIX^e siècle, un mouvement syndical endurant, axé sur la lutte de classes, se développa pour aboutir, au moment du Front populaire dans les années 1930, tant en Guadeloupe qu'en Martinique, à des affiliations à la CGT. Concomitamment, l'idéologie socialiste s'ancra (voir un article de Rosa Luxemburg en 1898 sur Hégésippe Légitimus en Guadeloupe) tandis que l'idéologie communiste en Martinique put arracher l'élection d'un conseiller général en 1937.

LA PETITE BOURGEOISIE NOIRE ET MULÂTRESSE ÉMERGENTE ET LE VIBRANT RÊVE FRANÇAIS

Cette ébullition des idéologies socialistes et communistes, mûrie par un jaillissement de l'action syndicale combative qui payait de lourds tributs humains, venait-elle en contrepoint de la pratique politique des Républicains, issus des couches élitistes des Noirs et des mulâtres ?

Ceux-ci, pendant soixante-dix ans, avaient d'abord intégré quelques activités économiques lucratives dans les distilleries traditionnelles, s'étaient implantés dans les professions libérales et les fonctions administratives, avaient acquis largement, sous la Troisième république, les mandats politiques, s'étaient montrés farouchement opposés à la « plantocratie des Blancs créoles » (comme ils disent) quand bien même ils réalisèrent plusieurs fois des compromis incontestablement douteux.

Leur républicanisme s'habilla de la glorification de la République de 1792 abolissant l'esclavage, le 4 février 1794 (16 pluviôse an II).

Ils s'attachèrent de même, sentimentalement, aux abolitionnistes des années 1820 à 1848 comme Schoelcher, Arago, Isambert et même aux plus modérés de la Seconde république de 1848 Garnier-Pagès, Lamartine ou Armand Marrast.

Avec la Troisième république de 1870, leur inclinaison politique les lia aux républicains modérés en France, puis plus tard ils s'amarrèrent aux radicaux et radicaux socialistes. Ils manifestèrent un incontestable penchant pour l'anticléricalisme et adhérèrent pour beaucoup d'entre eux à la franc-maçonnerie.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la nouvelle élite noire et mulâtresse (petite bourgeoisie conquérante) s'affichait républicaine-schoelchériste : c'était l'idéologie dominante dans ces trois « vieilles colonies ». Cette société politique émergente s'exerçait à l'apprentissage de certaines compétences dans un climat de relations tendues avec les planteurs.

Leur idéologie imprégnait la population et dominait dans le champ politique. Elle présentait l'idée de l'assimilation avec la France comme parée de toutes les couleurs vertueuses : à savoir l'acquisition de toutes les lois gagnées par le mouvement ouvrier dès la fin du dix-neuvième siècle. C'était évidemment une perspective souriante pour les communautés guyanaise et antillaise qui dans leur combat de races et de classes percevaient comme une

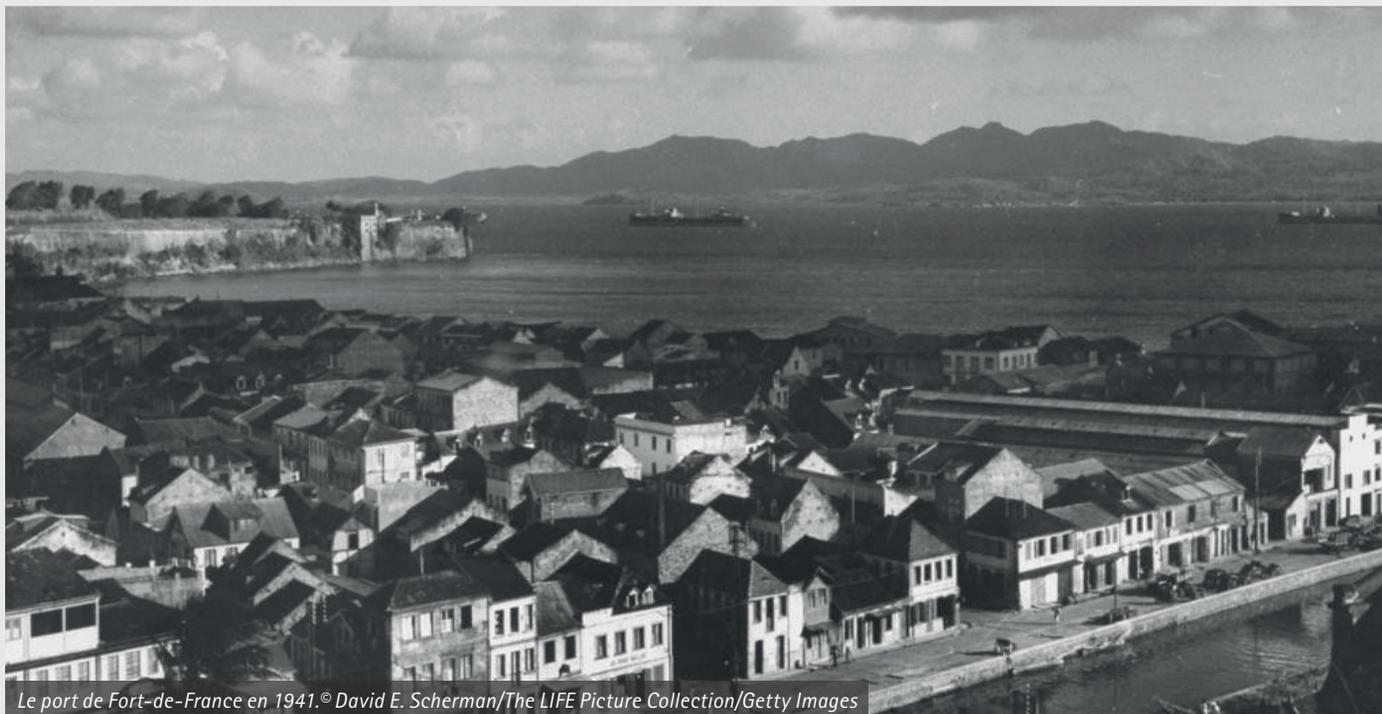
Haut-Commissaire de la République pour les Antilles-Guyane avec sous son autorité les trois gouverneurs. Il siégea à Fort-de-France.

Quelques personnalités républicaines-schoelchéristes locales importantes jouant un réel rôle dans la vie citoyenne et administrative de ces régions, témoignent avec ardeur de leur attachement à la France. On y compte l'administrateur guyanais Félix Éboué qui fut secrétaire général du gouverno-

sanglotaient. Dans les familles, les gens pleuraient sachant « *Paris occupée et étant fiers d'appartenir à cette nation martyre : leur mère patrie*² ».

Sur le plan politique, les trois conseils généraux des trois colonies se réunirent immédiatement pour affirmer leur désir de continuer à se battre pour sauver la France et ce fut le fait aussi d'une forte majorité de conseils municipaux.

Cependant l'amiral Robert se mettait au service du Maréchal Pétain.



aubaine cette option les soustrayant à l'étreinte des planteurs, dont une large minorité espérait, sinon le retour à l'esclavage, en tout cas un ersatz de travail forcé et non réglementé.

LE DRAME ET LE TERRIBLE CHOC PATRIOTIQUE QUE FUT L'ARMISTICE DU 24 JUIN 1940

La déclaration de guerre, le 3 septembre 1939, à l'Allemagne fut accueillie avec exaltation par les Guadeloupéens, les Guyanais, les Martiniquais. Plein d'hommes se précipitèrent pour répondre à la mobilisation générale et aller défendre la « mère-patrie ». Dans les écoles, dans la cour le matin, on procédait au lever solennel du drapeau et on éruçait des refrains patriotiques ; le soir on défilait dans la cour au pas cadencé toujours avec des chants altiers. On nomma l'amiral Robert, commandant en chef des forces militaires françaises de l'Atlantique Ouest (Antilles, Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon) et aussi administrativement

rat de Martinique, puis gouverneur de la Guadeloupe et nommé depuis 1939 gouverneur du Tchad. En Guadeloupe, le conseiller général socialiste Paul Valentino, brillant orateur, a un crédit considérable. En Martinique, le radical socialiste Victor Sévère, maire de Fort de France, est incontestablement celui qui pèse depuis un demi-siècle dans la vie politique locale, quand bien même sa rivalité avec le très populaire et actif socialiste député-maire de Sainte Marie et président du conseil général, Joseph Lagrosillière, alimente les secousses politiciennes. Ces quatre personnalités, malgré leurs orientations politiques divergentes, vénèrent ardemment leur mère-patrie : la France. Ils approuvent pleinement la venue de l'amiral Robert devant permettre la victoire de la France. La drôle de guerre enterrée par l'armistice le 24 juin 1940, affligea le « patriotisme » des colonisés de ces trois territoires. Dans les écoles et aux lycées, intituteurs/rices et professeurEs en parlant de cela avec leurs élèves,

SUPERCHERIES DU HAUT- COMMISSAIRE AMIRAL ROBERT POUR RALLIER LE RÉGIME DE VICHY

L'amiral Robert utilisa au début toute une habile argumentation pour mystifier les populations et les élus des trois territoires sous sa coupe, lorsqu'il se rallia au régime de Vichy.

Il se justifiait d'avoir à garder une large partie de l'or de la Banque de France. Il détenait un corps de 2 500 marins autour du croiseur de l'*Émile-Bertin* et de 14 autres navires de combat. Il disposait d'une flotte de 114 navires. Il négociait avec les USA pour le ravitaillement en vivres, en carburant et en échanges avec la région proche. Cela était subrepticement présenté comme des atouts pour une future reprise de la guerre pour libérer la France quand le moment serait venu. On ébruçait l'idée que le vainqueur de Verdun tactiquement trompait



l'ennemi et l'occupant.

Il sut aussi susurrer le chant sirupeux de sa propagande et des sirènes du régime pour glorifier « le travail, la famille, la patrie ». Il trouva une certaine marge dans une population qui avec ses élites (malgré des influences très variables des républicains, francs-maçons, socialistes, communistes), communiaient dans une vision assimilationniste sous l'image tutélaire et très populaire chez tous les progressistes d'alors de Victor Schoelcher. C'est l'époque où le clan des planteurs se mit à revendiquer Schoelcher qu'ils avaient détesté presque tout un siècle.

Il parvint à retarder la confrontation entre les hantises réactionnaires et fascisantes de Vichy sous les Tropiques et les idéaux de la petite bourgeoisie progressiste et d'un mouvement ouvrier en quête difficile et incertaine de son autonomie de pensée. Il fallut tout un temps pour que les idéologies et les mentalités évoluent et se débarrassent de leurs contradictions.

Dans ces hantises que Robert met en place dès ses premiers mois de collaboration, on trouve pêle-mêle la haine et la filature des juifs, des francs-maçons, des athées, des homosexuels, des communistes, de tout ce qui peut évoquer la moindre rébellion contre l'ordre injuste du monde et bien entendu le suprématisme blanc. Il sut même détourner le mépris vers la minuscule communauté italienne que l'on accusa de soutenir Mussolini et l'invasion de l'Éthiopie.

La mémoire collective aux Antilles et en Guyane a retenu l'intense misère due à la disette et à la sous-alimentation provoquant une effroyable surmortalité, la débrouillardise obligée pour survivre, les produits de substitution et surtout le racisme étalé du régime pro béké s'ajoutant à celui brutal des marins de l'Émile-Bertin et de la Jeanne-d'Arc par ailleurs se comportant en privilégiés et profiteurs.

On a gardé le souvenir des maires nommés, des trois conseils généraux dissous et remplacés par des conseils locaux composés en majorité de planteurs békés³, d'administrateurs blancs et de représentants du haut négoce. Une domination békée fortement renforcée par le régime vichyste de Robert. On n'a cessé de se remémorer la répression et la traque de la « dissidence » commencée dès 1940.

Sur place, le fond bigarré des idéologies

a formaté les résistances à l'oppression. La puissante aspiration à la promotion sociale, à l'égalité et à la dignité chercha à se frayer un chemin ballotté entre la haine de Vichy, de l'occupation et de l'autoritarisme de Robert. Globalement, les clivages idéologiques recoupèrent la grande fracture sociale de l'histoire de cette région : les Békés d'un côté, les peuples de l'autre.

Comment tous ces éléments vont s'imbriquer pour remettre en cause un régime d'abord bien accueilli mais peu à peu de plus en plus honni ?

LA DISSIDENCE, LA RÉSISTANCE, LES SOULÈVEMENTS POPULAIRES ET LA FUITE DE ROBERT

Si l'amiral Robert est contraint à la fuite en juillet 1943 après quatre ans de Haut-Commissariat, c'est bien parce qu'un bouleversement politique s'est imposé.

Que s'est-il passé ? Comment caractériser cet événement ? Faut-il parler d'une révolution sinon sociale mais au moins politique ? Cette interrogation existe quand les soulèvements de Guyane en mars 43, de Guadeloupe en avril et mai 43 et le soulèvement de juin 1943 de Tourtet et de Fort-de-France sont de fait exclus des dates célébrées ? Tant les assimilationnistes avec Wéber en Guyane⁴, Valentino en Guadeloupe⁵, Tourtet, Rimbaud, Sévère en Martinique⁶, que les communistes qui étaient un tout petit nombre, hésitent fortement à souligner leur rôle.

En fait le mouvement ultérieur de la décolonisation avait totalement déconsidéré ces engagements héroïques ancrés dans l'obsession de l'assimilation surtout que le caractère hétéroclite des forces rebelles (quelques békés et notables, petite et moyenne bourgeoisies « patriotiques françaises », poignée de communistes, masses populaires de plus en plus hostiles au régime) explique une totale dépendance par rapport au gaullisme naissant et triomphant.

Le désamour avec le régime de Vichy se manifeste dès la fin de 1941, la dissidence prend vraiment corps, ancrée dans quelques manifestations populaires éparées. C'est par exemple le cas à Grand-Rivière en Martinique en mai 1942. Cette dissidence ne fait que se renforcer au cours de cette même année et au premier semestre de 1943. Prennent de l'ampleur, tant en Guadeloupe qu'en Martinique, la fuite en canots vers Antigua, Montserrat, la Dominique,

Sainte-Lucie. On y voit bien des lycéens dont Frantz Fanon⁷ qui part « sauver sa France ».

En Guadeloupe, contre les marins de la *Jeanne-d'Arc*, contre les procès et les internements de Valentino, les attaques contre les postes de police ou la résistance face aux marins se multiplient. Dès juin 43, le gouverneur Sorin ne maîtrise plus la situation.

En Guyane, c'est le gouverneur Wéber qui sous la pression populaire déclare le territoire en dissidence et rallié aux FFL. Pour la Martinique, siège du Haut-Commissariat, une pétition quasi confidentielle demanda à Robert de rejoindre le camp gaulliste, puis on arriva à une célébration hasardeuse de l'appel du 18 Juin, en passant par quelques réunions clandestines. Les mouvements d'humeur dans la population, attisés par la détestation des marins de Robert et les frustrations matérielles liées au blocus, s'expriment dans la rue à la fin du mois de juin 43. On passa à la conjonction de la rébellion de Tourtet à Balata et des manifestations de plus en plus puissantes, dont 10 000 personnes tout autour de la caserne Galliéni. Ainsi donc, défection d'une grande partie des forces militaires passées à De Gaulle, mobilisation populaire et paralysie de la répression du fait de l'isolement du régime et de la maladresse du chef sont les ingrédients classiques de tout soulèvement victorieux.

Les trois territoires à la date du 14 juillet 1943 sont en dissidence du régime de Vichy et se mettent à la disposition du Comité français de la libération nationale. On passa très vite sous silence ces luttes menées dans les colonies. □

1) *Les dépendances de Guadeloupe sont : Désirade, Marie-Galante, les Saintes et plus au nord : Saint-Barthélemy et la partie française de Saint-Martin.*

2) *Manville Marcel, Les Antilles sans fard. Éditions L'Harmattan, Paris, 1992.*

3) *C'est le nom donné aux riches planteurs européens. Ils étaient aussi maîtres du négoce d'exportation.*

4) *Alexandre Rodolphe, La Guyane sous Vichy, Éditions L'Harmattan, Paris, 1988.*

5) *Sempaire Éliane, La dissidence an tan Sorin, Édition Jator, Pointe-à-Pitre, 1989.*

6) *Pago Gilbert, La Martinique de l'amiral Robert. An tan Wobè. Panorama colonial sous Vichy. Éditions Histoire de Notre Caraïbe, Fort-de-France, 2020.*

7) *Frantz Fanon, une des plus grandes figures du combat anticolonialiste, fut élevé dans la tradition familiale de la petite bourgeoisie antillaise. Voir ouvrage de Pierre-Charles Philippe, Frantz Fanon : l'héritage, Kéditions, Fort-de-France, 2011.*

Fin de Vichy : Restaurer un État bourgeois pour éviter la révolution !

PAR PATRICK LE MOAL

La fin de la Seconde Guerre mondiale inquiète les possédants, tant au niveau national qu'international. Tous craignent une vague révolutionnaire du type de celle qui s'est produite en Europe entre 1917 et 1923. Les trotskystes n'étaient pas les seuls à penser que la révolution pouvait survenir du choc produit par cette guerre.

Tous s'y sont préparés, que ce soient les alliés avec les bombardements de terreur de la fin de la guerre sur une série de villes ouvrières en Europe, que ce soit la direction stalinienne laissant la résistance polonaise se faire massacrer lors de l'insurrection de Varsovie, ou refusant tout soutien aux révolutionnaires grecs et yougoslaves.

LA DYNAMIQUE DE RÉVOLUTION PERMANENTE : LIBÉRATION OU RÉVOLUTION SOCIALE ?

La Deuxième Guerre mondiale avait plusieurs aspects. Elle était bien sûr une guerre inter-impérialiste, pour le contrôle du monde, utilisée par les USA pour leur ouvrir l'ensemble des ressources du marché mondial. Elle était en même temps une guerre de libération nationale pour la Chine et pour les peuples coloniaux opprimés de l'Afrique et de l'Asie. En outre dans certains pays européens, en Yougoslavie et en Grèce, également en Pologne, et aussi en France et en Italie, un élément autonome entrelacé dans la guerre impérialiste était une « guerre de libération menée par les ouvriers, les paysans, et la petite-bourgeoisie urbaine opprimés contre les impérialistes nazis et leurs faire-valoir locaux¹ ». La nature de cette guerre de libération populaire était déterminée par les conditions inhumaines et l'exploitation féroce des travailleurs qui ont existé dans les pays occupés. « Les gens combattaient parce qu'ils avaient faim, parce qu'ils étaient surexploités, parce qu'il y avait des déportations massives de travailleurs forcés en

Allemagne, parce qu'il y avait des exécutions de masse, parce qu'il y avait des camps de concentration, parce qu'il n'y avait aucun droit de grève, parce que les syndicats ont été interdits, parce que les communistes, les socialistes et les syndicalistes étaient mis en prison ». La résistance condamne la trahison des classes dirigeantes, les arrangements avec les nazis, identifie les élites, la grande bourgeoisie avec le régime de Vichy. Au moment où le journal trotskyste *la Vérité* titre en août 1944 « Pour que la défaite de Hitler soit la victoire des travailleurs », Albert Camus intitule l'éditorial du quotidien *Combat* « De la Résistance à la Révolution ».

LA COLLABORATION AVEC LES NAZIS A DÉCRÉDIBILISÉ TOUT LE SYSTÈME

Bien au-delà des militants d'extrême droite et des anciens socialistes et communistes, pour lesquels il faut construire en France un fascisme totalitaire, c'est la totalité de l'État français de Pétain, obsédé par sa souveraineté et ses ennemis intérieurs, qui est impliquée dans la collaboration, politique, économique et répressive. Toutes les structures de l'État en place sont chargées en lien avec les nazis de la mise en œuvre du programme travail-famille-patrie et des basses œuvres répressives, contre les juifs, contre la résistance, contre les francs-maçons, les syndicalistes, etc.

À partir du débarquement du 6 juin 1944, deux courses de vitesse sont entamées. Celle des alliés pour atteindre Berlin avant l'armée soviétique, et celle de la bourgeoisie française pour mettre

en place un État face à la désagrégation du pouvoir en place. En effet, si l'administration et tous les possédants restés en France se sont d'abord bien accommodés de l'occupant ou du régime de Vichy, ils ont commencé à préparer l'avenir dès la défaite nazie à Stalingrad en février 1943. Des patrons commencent à soutenir financièrement la Résistance, des fonctionnaires démissionnent, à l'image de la police parisienne en grève le 15 août 44, après avoir mis tout son zèle à seconder les nazis, notamment lors de la rafle du Vel d'hiv.

Les impérialistes sont si conscients de ce problème qu'ils préparent l'installation dès le débarquement en France d'un gouvernement militaire d'occupation² constitué par des officiers britanniques et américains chargés d'administrer les territoires libérés en attendant l'établissement d'un gouvernement légitime, et impriment même une monnaie de ce gouvernement.

DE GAULLE ET LA RESTAURATION DE L'ÉTAT

Il est persuadé que l'installation d'un gouvernement d'occupation ne fera que renforcer ce qu'il déteste, la mobilisation populaire. Le 14 juin 1944, une semaine après le débarquement de Normandie, il passe quelques heures dans les zones libérées et prononce un très rapide discours à Bayeux : les Français se retrouvent, le combat continue jusqu'à la libération totale. L'enjeu de ce déplacement





est ailleurs. Il s'agit d'affirmer aux alliés sa prééminence comme recours pour un nouveau pouvoir en empêchant la mise en place du gouvernement militaire allié. Il met immédiatement en place une administration civile et militaire, contrôlée par le gouvernement provisoire qu'il dirige. Il désigne un commissaire régional de la République qu'il installe avec une équipe à Bayeux qui devient ainsi, jusqu'à la libération de Paris le 25 août, la capitale administrative.

Il expliquera très clairement les objectifs qu'il avait à ce moment, deux ans après, dans le second discours de Bayeux de 1946³ : « *c'est ici que sur le sol des ancêtres réapparut l'État ; l'État légitime, parce qu'il reposait sur l'intérêt et le sentiment de la nation ; l'État dont la souveraineté réelle avait été transportée du côté de la guerre, de la liberté et de la victoire, tandis que la certitude n'en conservait que l'apparence ; l'État sauvegardé dans ses droits, sa dignité, son autorité, au milieu des vicissitudes du dénuement et de l'intrigue ; l'État préservé des ingérences de l'étranger ; l'État capable de rétablir autour de lui l'unité nationale et l'unité impériale, d'assembler toutes les forces de la patrie et de l'Union Française, de porter la victoire à son terme, en commun avec les Alliés, de traiter d'égal à égal avec les autres grandes nations du monde, de préserver l'ordre public, de faire rendre la justice et de commencer notre reconstruction.* »

CE MOMENT VIENT DE LOIN

L'appel du 18 juin 1940 n'était pas un appel à la guerre de partisans, mais à reconstituer une armée, avec ses officiers, son commandement, ce qu'il fera à Londres. En juillet, il a une petite armée de 7 000 hommes et il a installé un service secret qui sera l'ancêtre de la DST. Parallèlement, il cherche à mettre en place une structure étatique officielle, autorité de la « France libre » autour de lui. Les deux premières datent d'octobre 1940 et septembre 1941 et sont adossées à l'empire colonial qui le rejoint, à part l'Indochine.

Au tournant de la guerre en Europe, la défaite nazie de Stalingrad en février 1943, commencent les défections des « vichystes anti allemands » qui ont le soutien des américains à Vichy, avec lesquelles les alliés espèrent construire une alternative à De Gaulle. Mais ces montages avaient une carence majeure, ils ne représentaient pas la Résistance

intérieure. De Gaulle est convaincu qu'il n'est pas possible de reconstruire une domination stable sans y intégrer le Parti Communiste. C'est pour cette raison qu'il constitue en mai 1943 le Conseil National de la Résistance qui regroupe les différents mouvements de la Résistance intérieure française, de la presse, des syndicats et des membres de partis politiques hostiles à Vichy. Avec le CNR, c'est le choix de l'union nationale. Une année de négociations conduira au Programme adopté le 15 mars 1944, et à la mise en place d'un Gouvernement provisoire incluant les communistes. De Gaulle a réussi son pari politique : intégrer les communistes à la reconstruction de l'État à la Libération, pour éviter toute vacance du pouvoir et tout bouleversement social.

QUI VA DIRIGER

EFFECTIVEMENT LE PAYS ?

Pour celles et ceux d'en bas, épurer, c'est en finir avec tous ceux qui ont exploité et opprimé pendant cinq ans, briser le pouvoir de l'argent, des trusts, de l'oligarchie économique, changer le système politique.

Ils constituent les milices patriotiques qui regroupent des dizaines de milliers d'hommes, plus ou moins bien armés (certains réquisitionnent des armes), ils sont estimés à 50 000 à Paris, 20 000 en Haute-Garonne et dans les Bouches-du-Rhône, 4 000 dans le Gers, 1 500 dans la Marne, etc.

Les diverses formes de résistance occupent les comités départementaux de libération qui prennent la place des préfetures, organisent la vie des populations, le ravitaillement, la sécurité, l'épuration. Dans certains départements, ils refusent de rendre le pouvoir aux préfets. Par exemple dans l'Allier, le comité départemental prend la totalité des pouvoirs et demande de « *faire de notre Libération l'acte un de notre révolution populaire* ». Dans les premiers mois de la Libération, onze des Conseils départementaux de la Libération (CDL) ne veulent pas être remplacés devant la nouvelle administration préfectorale, nommée par De Gaulle. Des rencontres régionales de CDL se tiennent, qui refusent de se laisser déposséder de tout pouvoir de décision ou de contrôle.

EXPÉRIENCES DE CONTRÔLE OUVRIER

L'activité économique est pratiquement au point mort, les infrastructures détruites (ponts, ports, chemins de fer...),

l'appareil industriel à bout de souffle, deux millions d'hommes sont encore en Allemagne⁴. Il faut rétablir les voies de circulation, les approvisionnements en eau, gaz et électricité (en 1945, la production électrique était tombée à 50% de celle de 1938, et celle de charbon à un cinquième !), déblayer les ruines, construire pour un million de sans-logis, faire repartir la production et assurer la survie de la population. La production agricole est moins atteinte : 80 % de la moyenne d'avant-guerre⁵, mais les difficultés de transport réduisent les villes à la famine, l'inflation ronge les salaires. Le Préfet du Pas-de-Calais écrit que le climat dans les mines « *est un climat quasiment anarchique* », que « *d'innombrables ouvriers sont pleins d'ardeur révolutionnaire* », que sont « *considérés comme collaborateurs les chefs brutaux, méprisants*⁶ ».

Dans les entreprises, des Comités de gestion ou de production presque toujours élus par les travailleurEs se débarrassent des directeurs ou des patrons les plus compromis avec l'occupant. Leur pouvoir va du simple rôle consultatif, au contrôle, voire à la direction de l'entreprise, parfois au travers de gestions mixtes ou tripartites.

À Tulle, le CDL confie la direction de l'usine Brandt à un conseil d'ouvrierEs après l'arrestation de ses dirigeants⁷. À Toulouse, le maire municipalise les tramways, le gaz, l'électricité, l'eau et le théâtre du Capitole. À Montluçon, de nouvelles directions choisies parmi les résistants sont nommées dans les usines de la ville, comme dans les sept mines du bassin d'Alès, les chantiers marseillais des Acéries du Nord, les établissements Fougat, les forges de Tamaris à Alès...

À l'usine d'aviation Caudron, l'assemblée du personnel décide de désigner une nouvelle direction qui met en place une organisation autogérée de l'usine⁸ qui durera quatre années.

À Berliet, l'expérience de gestion directe sera beaucoup moins démocratique. L'usine est mise sous séquestre après l'arrestation de Marius Berliet et de ses quatre fils (elle leur sera rendue en 1949). Le contrôle communiste très marqué par la gestion « soviétique russe » sera d'une autre nature.

Mais le facteur clef pour l'extension et la centralisation de toutes ces formes de contrôle ouvrier était l'attitude de la CGT et du PCF. Loin de les soutenir, de les développer, de les radicaliser, les directions de la CGT et du PCF ont « *surtout*

le souci de ne prendre aucune initiative gestionnaire qui n'ait été approuvée par les Commissaires de la République, et à fortiori qui ait pu être en opposition directe avec la volonté de ces derniers⁹ ». Ils défendent le programme du CNR, tout ce programme, mais rien que ce programme. En conséquence, toutes ces initiatives vont être étouffées, enterrées, laissées à leurs difficultés.

LA BOURGEOISIE FAIT FACE

De Gaulle ne reste pas inactif, il travaille à la reconstitution d'un État. Entre septembre 1944 et janvier 1945, il nomme dans chaque grande région un commissaire de la République qui se heurte parfois aux CDL, et il s'appuie sur la CGT pour faire repartir l'industrie. Dès septembre 1944, Benoît Frachon, le secrétaire général de la CGT et membre du bureau politique du PCF, lance la « bataille pour la production ».

Le 28 octobre 1944, le GPRF qui comprend des ministres communistes ordonne par décret le désarmement et la dissolution des Milices patriotiques, au même moment où il donne un avis favorable au retour de Maurice Thorez en France.

Avec l'incorporation des Forces françaises de l'intérieur (FFI) dans l'armée régulière, le général de Gaulle entend affirmer le rétablissement de l'« ordre républicain ».

LES NATIONALISATIONS

Le régime de Vichy avait instauré des rapports nouveaux entre l'État et les entreprises, différents du libéralisme d'avant-guerre. En outre, les grands industriels, les milieux modernistes du capital comprennent que la situation impose une forme de planification, un « mal inévitable ». La seule limite qu'ils mettent est que doit être préservée l'initiative privée des entrepreneurs : « les jeunes patrons exaltent l'expérience britannique des nationalisations dans laquelle la gestion des entreprises est totalement autonome et où le personnel n'a qu'un rôle consultatif¹⁰ ». Finalement l'épuration ne remet pas en cause le pouvoir des grands capitalistes, sauf quelques-uns particulièrement impliqués dans la collaboration¹¹.

Les premières nationalisations ont lieu dès la fin de 1944 (Renault, Houillères du Nord-Pas-de-Calais), qui annoncent celles des grandes entreprises financières (2 décembre 1945), des principales compagnies d'assurance et de presque tout le secteur de l'énergie (8

avril 1946). Elles maintiennent au sein des entreprises nationalisées une gestion traditionnelle et elles indemnisent les actionnaires. Les déclarations sur la nécessité d'autres rapports sociaux et humains dans l'entreprise, n'empêcheront pas le fonctionnement capitaliste de réapparaître dans sa banale réalité. Il est parfois dit que c'est le poids des communistes dans le CNR qui a obligé la bourgeoisie française à ces nationalisations. Si de Gaulle avait bien compris le rôle de pacificateur que pouvait avoir la direction du Parti Communiste, la place des nationalisations dans le redémarrage de l'économie a d'autres racines.

Il y eu des nationalisations très étendues dans de nombreux pays d'Europe de l'ouest à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, dans des pays sans aucune influence communiste. L'Autriche nationalisera les mines, les principales usines métallurgiques, l'électricité, l'industrie d'aluminium, des engrais et une partie de la construction mécanique. La Grande-Bretagne nationalisera l'industrie charbonnière qui périssait, mettra en place un système de protection sociale.

« En France comme ailleurs, les nationalisations étaient opérées dans des secteurs arriérés de l'industrie lourde, il s'agissait d'entreprises gravement atteintes par la guerre et que les entrepreneurs privés ne pouvaient remettre sur pied par eux-mêmes. [...] L'État était contraint d'être directement ou indirectement l'entrepreneur principal de la Reconstruction, [...] de reconstituer et de remettre à neuf l'industrie lourde¹² ».

L'indemnisation favorisera la constitution de holdings financiers. Par ailleurs, l'intervention de l'État reflue dans le reste de l'économie par rapport à ce que Vichy avait instauré. « Les nationalisations sont compensées par un retour en force du libéralisme, de la domination de l'argent et du marché¹³ ».

Le volet social des réformes est illustré par le congé maternité, la création des comités d'entreprise le 22 février 1945 (qui n'ont pas de fonction dans la gestion des entreprises) et surtout par les ordonnances des 4 et 19 octobre qui fondent la Sécurité sociale.

« UNE SEULE ARMÉE, UNE SEULE POLICE, UNE SEULE ADMINISTRATION »

Le mot d'ordre lancé par Maurice Thorez (rentré en France le 27 novembre

1944) au comité central du PCF en janvier 1945, « une seule armée, une seule police, une seule administration » reconnaît « la dualité de pouvoir qui existait depuis l'été 1944 en même temps qu'il la condamne au profit du gouvernement provisoire et de l'ancien appareil d'État¹⁴ ». Le PCF, fort de ses 800 000 membres, puis de ses 26 % aux élections d'octobre 1945, accorde une priorité absolue à la guerre, au relèvement économique, et à la restauration des structures étatiques traditionnelles au détriment de celles issues de la Résistance. Le poids du PCF sera déterminant, tant pour la disparition des comités de libération que pour le désarmement et la dissolution des milices patriotiques. C'est un discours d'ordre, de canalisation de toute action indépendante, de respect des institutions, défendu par le parti qui a la confiance de l'immense majorité des travailleurs, qui les représente. Travaillez, le gouvernement s'occupe du reste. Il va être efficace dans cette fonction d'éteignoir. Le PCF visait à s'installer durablement dans le gouvernement, comme parti responsable, pour influencer l'action gouvernementale tout en restant dans l'esprit des accords de Yalta.

La bourgeoisie utilisera à fond ce rôle du PCF pour éviter une montée révolutionnaire. Malgré les difficultés économiques, elle cédera sur la mise en place du système de sécurité sociale et diverses mesures importantes pour s'assurer de ce soutien et éviter le pire. Puis une fois l'économie redémarrée, une fois qu'elle se sera refaite une santé politique, elle s'en débarrassera. La vie reprendra...□

1) Cf Ernest Mandel « Les trotskystes et la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale » La Gauche, Hors Série n°2, 2004.

2) Allied Military Government of Occupied Territories (AMGOT)

3) Discours dans lequel il présente son projet de régime présidentiel fort qu'il mettra en place après le coup d'état de 1958.

4) En 1939, il y avait 41,5 millions d'habitants, 39,7 en 1945.

5) La France depuis la guerre, Alexander Werth, Gallimard, 632 pages, page 72.

6) Idem, page 166.

7) Idem page 168.

8) Mes années Caudron, Simonne Minguet, Syllepse, 144 pages, 14,50 euros.

9) Conflits, pouvoirs et société à la libération, Grégoire Madjarian, Éditions Complexe, page 179.

10) Idem, page 239.

11) Louis Renault meurt en prison avant son procès...

12) Idem, page 244.

13) Idem, page 252.

14) Idem, page 195.

Le Dernier Marx

PAR GEORGES UBBIALI

Afin de situer l'intérêt de ce livre, il faut savoir que durant les quinze années qui ont précédé sa mort (en 1883), Marx n'a rien publié. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'a pas écrit. En fait, il a même beaucoup écrit. Dans ce qu'on appelle ses « Notes ethnologiques », ensemble de carnets sur lesquels Marx inscrivait ses notes de lecture, on comptabilise environ 30 000 pages (oui, vous avez bien lu, trente mille). Ces pages pour certaines sont rédigées, d'autres sont de simples notes, voire de simples phrases inachevées.

Les rédacteurs des Œuvres complètes (MEGA¹) de Marx sont en train d'éditer la totalité de ce matériau, difficile d'accès du fait de leur caractère fragmentaire, additionné d'une écriture pour le moins difficile à déchiffrer. Une première présentation de ces « Carnets ethnologiques » a été publiée (en français) avec le livre de Kevin B. Anderson, *Marx aux antipodes. Nation, ethnicité, et sociétés non occidentales*. Ce livre offre une pénétrante analyse des Cahiers déjà publié dans les Œuvres complètes, qui portent les sociétés non-occidentales, réparties en trois ères : La Rome antique, l'Inde et la Russie. Avec la lecture d'Anderson, on pouvait déjà se persuader que la conception d'un Marx comme penseur eurocentré insensible aux autres sphères culturelles ou historiques est erronée.

Le Dernier Marx traite du même sujet, mais sous un angle différent et complémentaire. En sept chapitres, il offre de manière parfois un peu baroque une alternance de contributions originales en

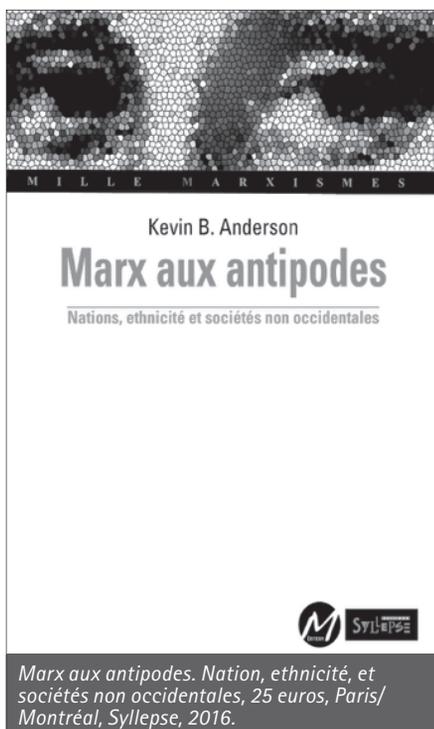
français, provenant de traductions anglo-saxonnes essentiellement, quelques-unes de l'allemand, et des documents de la main de Marx, essentiellement des courriers. L'introduction (K. Lindner) met à bas la représentation d'un Marx penseur évolutionniste qui aurait développé une vision universaliste uniforme

du développement historique. Autrement dit, le capitalisme (et le passage au capitalisme pour les nations et zones géographiques dans lesquelles celui-ci n'est qu'émergent) ne représente en rien le devenir historique de l'humanité. D'autres voies sont envisageables, pensables, offrant ainsi une lecture

bien moins rigide de Marx. Plusieurs conséquences peuvent être tirées de ce constat initial. Elle portent à la fois sur des aspects proprement théoriques (le féodalisme n'est pas

une catégorie universelle, la notion de forces productives mérite d'être discutée, le concept de formation sociale est une notion beaucoup plus problématique qu'elle n'apparaissait jusqu'alors) ou historiques (le modèle de la Russie et du *mir* – la commune rurale traditionnelle – ou encore la coexistence de temporalités et de géographies différenciées), aboutissant à une nouvelle conception de l'histoire, de l'ordre de celle qu'élaborera Walter Benjamin au cours du XX^e siècle.

Le premier chapitre comporte à fois des extraits des notes que Marx avait pris sur le livre de l'ethnologue Lewis H. Morgan, *La société archaïque*², ainsi que la traduction d'un article de F. Rosemont, *Marx et les Iroquois*, assez décoiffant. En effet, en sus d'analyser l'apport de la lecture de Morgan pour Marx (par exemple, Morgan se fait, en 1868, le défenseur de la cause animale – sauvage), Rosemont avance que la poésie (Eschyle, Homère, Cervantès, Goethe ou encore Shelley) constitue une source méconnue du marxisme. Thèse évidemment hautement discutable (d'autant plus que sa contribution relève largement d'un règlement de compte et de polémiques), mais qui offre une vision renouvelée des apports à la constitution de la pensée de Marx. Le second chapitre porte sur la question du genre et de la famille dans la pensée de Marx. Il se compose de notes de



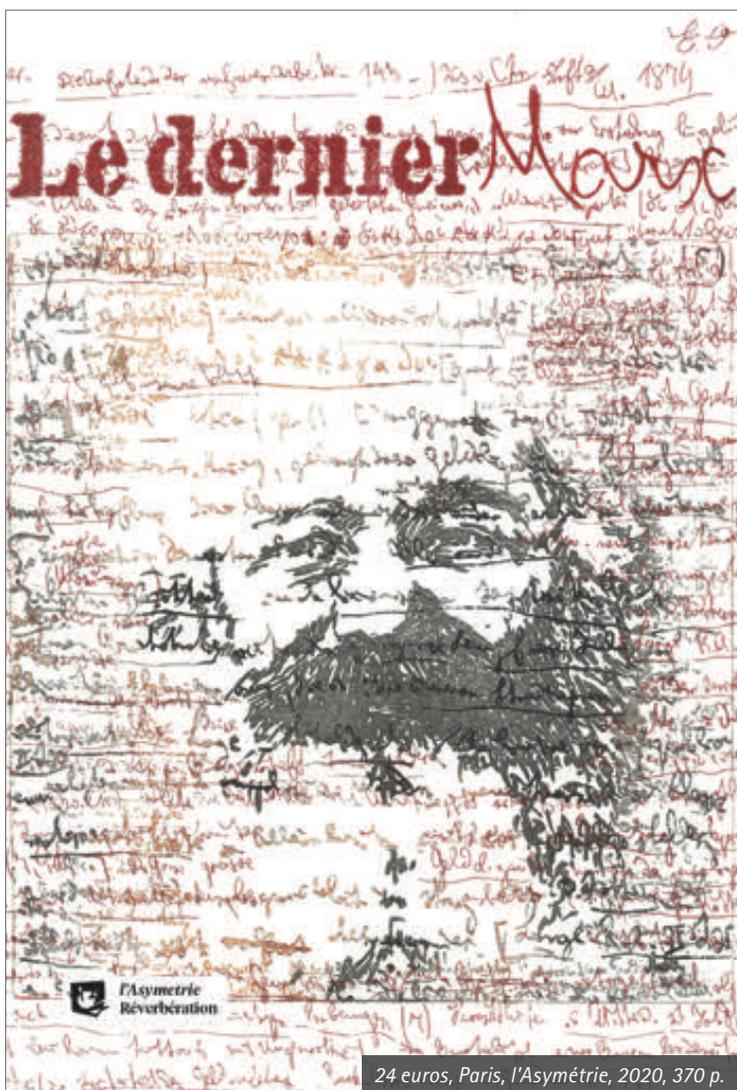
lecture de Marx sur le livre de H. Summer, *Études sur l'histoire des institutions primitives* et d'une contribution de H. A. Brown, qui montre qu'à travers ses lectures ethnologiques, Marx en vient à développer une conception de la famille comme une structure historique et donc susceptible de pouvoir évoluer. Il n'y a donc aucune fatalité à la « domination masculine ». Le chapitre suivant présente le même principe de construction : une contribution de Marx à partir de ses notes de lecture du livre de M. M-Kovaleski, *La propriété commune rurale. Cause, développements et résultats de son déclin* et un article, très critique, de B. O'Leary, à partir des manuscrits marxistes sur l'Inde et la Russie. O'Leary livre une lecture sévère de Marx sur l'Inde, lui reprochant une totale mécompréhension du fonctionnement de ce pays, l'amenant à des prises de notes incohérentes dans ses diverses lectures sur l'Asie. Cet article apparaissant, de loin, comme le plus critique à l'égard de Marx, il aurait été intéressant que les extraits proposés au lecteur soient plus développés, car il constitue le plus court chapitre du *Dernier Marx*.

C'est la question de l'Algérie que traite le chapitre suivant, prodigieusement intéressant, mais déjà publié par ailleurs. En effet, outre des notes de Marx sur le système foncier en Algérie au moment de la conquête française, sont reproduites deux contributions de l'historien René Gallissot, spécialiste de l'Algérie³. Ce dernier souligne la position ambivalente de Marx (et Engels) sur la colonisation, conçue comme une extension de la civilisation en même temps qu'ils développèrent une critique du processus d'oppression coloniale. Gallissot propose des éléments, que l'on ne peut développer ici, sur les conceptions comparées de Marx et de Rosa Luxemburg ou encore sur les effets paradoxaux du

développement colonial aboutissant à l'émergence d'un archaïsme culturel, particulièrement sensible au niveau de la famille et donc du sort des femmes. Le chapitre 5, le plus développé (une soixantaine de pages) porte sur la Russie et le populisme. Introduit par un très roboratif article de T. Shanin, il expose les échanges de lettres entre Marx et sa correspondante populiste Vera Zassoulitch sur la place et le rôle de la communauté rurale traditionnelle (le *mir*) dans le passage au com-

populiste révolutionnaire russe. On retiendra au passage que cette très stimulante contribution de Shanin laisse entrevoir le rôle que des communes « archaïques » (que l'on songe aux ZAD pour se faire une idée contemporaine) pourraient jouer dans une perspective révolutionnaire.

On passera rapidement sur le chapitre suivant, proposé par les éditions de l'Asymétrie (quatre pages seulement) sur les notes de Marx sur le *Traité d'économie politique* d'Adolph Wagner, un « socialiste de la chaire⁴ », qui sert essentiellement à régler son compte aux Piketty de jadis, pour se concentrer sur ces « Gloses marginales... » de Marx, probablement le dernier texte connu de Marx portant sur l'économie politique. Il restera encore à découvrir dans le dernier article de Urs Lindner, qui porte sur l'appréciation par Marx de la question de la démocratie (« la voie française »). Il s'agit d'une lecture sur la notion d'égalité, à partir des catégories philosophiques élaborées par le théoricien de la justice John Rawls. Plutôt que ce texte assez décalé par rapport à l'ensemble, le lecteur eût grandement apprécié, puisque les éditeurs manifestent une grande foi dans les traductions, que l'introduction par Lawrence Krader de l'édition (anglaise) des « Notes ethnologiques » ait été incluse dans ce volume, qui n'en demeure pas moins d'un grand intérêt et d'une lecture plus que recommandable. □



24 euros, Paris, l'Asymétrie, 2020, 370 p.

munisme. C'est dans ces pages que l'on trouve la rupture la plus manifeste de Marx avec toute perspective téléologique du développement historique, puisqu'il accepte l'idée que le maintien de formes archaïques d'économie puisse servir de tremplin vers la société communiste. Shanin considère, pour sa part, que ce débat montre qu'il existe une quatrième source (en sus de la philosophie allemande, de l'économie politique anglaise et du socialisme français) au marxisme : la composante

1) Acronyme allemand de Marx Engels GesamtAusgabe

2) Livre qui a servi de base à l'élaboration et qui sert de référence au livre d'Engels, *L'origine de la propriété privée, de la famille et de l'État*, 1884.

3) Outre plusieurs ouvrages sur l'Algérie, R. Gallissot est l'auteur d'une anthologie de textes de Marx et Engels sur l'Algérie. Gallissot René, Badi Gilbert, *Marxisme et Algérie. Textes de Marx et Engels*, Paris, 10-18, 1976

4) Le « socialisme de la chaire » désigne les conceptions développées dans l'Allemagne du XIX^e siècle par des intellectuels hauts placés dans le milieu académique et critiques à la fois de l'économie libérale et du marxisme. Il s'agit en fait plus d'un courant bourgeois réformateur que d'un courant du mouvement ouvrier (NDLR).



© Adam Jones from Kelowna, BC, Canada / Wikicommons

Trotsky, « le dernier combattant d'une légion anéantie »

EXTRAITS SÉLECTIONNÉS PAR ANTOINE LARRACHE

Leonardo Padura, dans *L'homme qui aimait les chiens*, fait dire à Natalia Sedova, la compagne de Trotsky, ces quelques belles et tragiques lignes sur les derniers mois de la vie du dirigeant révolutionnaire.

« L.D. est seul. Nous marchons dans le petit jardin de Coyoacan et nous sommes entourés de fantômes aux fronts troués... Quand il travaille, je l'entends parfois lancer un soupir et se parler à lui-même à haute voix : « Quelle fatigue... Je n'en peux plus ! » Bien des fois, ses amis le surprennent parlant seul avec les fameuses ombres aux crânes transpercés par les balles du bourreau, les amis d'hier devenus des âmes en peine, atterrés par les infamies et les mensonges... Il voit Rakoski, ce frère très cher, Smirnov, brillant et joyeux, Mouralov, aux énormes moustaches. Il voit ses enfants, Nina, Zina, Lev, ses chers Blumkine, Ioffé, Toukhatchevski, Andreu Nin, Klement, Wolf. Tous morts ou disparus. Tous. L.D. EST SEUL. » Il s'agit plus précisément d'un montage réalisé à partir de *Vie et mort de Léon Trotsky*, ouvrage rédigé par Victor Serge mais qui constitue les mémoires de Natalia Sedova. Ce passage met en lumière le rôle personnel de Trotsky quand il est « minuit dans le siècle », qu'il incarne quasiment à lui seul, après l'assassinat ou la déchéance de tant d'autres, la continuité avec la vague révolutionnaire initiée en 1917.

« Léon Davidovitch fait des additions : du Bureau politique de sept membres, qui fut celui de la révolution, un membre est mort, Lénine, cinq sont fusillés ou inculpés (Trotsky de ce nombre) ; Staline reste seul au pouvoir. Dix-huit membres du Comité central sont ou doivent être fusillés. [p. 237] [...]

La maison de Coyoacan est hantée par les visages des torturés, des disparus, de ceux

qui les suivent chaque jour, de tous ceux qui vont suivre inéluctablement. Et peut-être Léon Davidovitch est-il seul en ce monde à pouvoir mesurer l'ampleur, la profondeur des cycles de l'enfer où s'enfoncent la révolution russe. Il travaille, car il faut opposer à la dégradation de la conscience socialiste une âme forte, une vérité prouvée, des raisonnements intelligibles au grand public, une explication cohérente, en termes de sociologie marxiste et de théorie révolutionnaire. Sauver le savoir et la pensée révolutionnaire accablés sous tant de monstrueux délires. [p. 249]

[...]

Le 12 mai 1937, un communiqué annonce la condamnation à mort, par un tribunal militaire secret, et l'exécution du maréchal Toukhatchevski et de sept des chefs militaires les plus remarquables du temps de la révolution. « L'armée rouge est décapitée », constate Trotsky, qui sait la valeur de ces hommes, décapitée au moment où la situation internationale s'aggrave chaque mois, au moment où Hitler et Mussolini s'acheminent vers la victoire en Espagne ! [...] Arrestations, disparitions, exécutions secrètes dans l'URSS entière. [...] Tous ces visages – et d'autres, innombrables, qui descendent de même dans la tombe – nous sont familiers ; toutes ces vies courageuses, nous sont familières [...]. Nous cheminons, dans le petit jardin tropical de Coyoacan, entourés de fantômes aux fronts troués. [p.257]

[...]

Il atteint la soixantaine. Il est seul. Il se sent le dernier combattant d'une légion anéantie. Il devient ainsi, pour beaucoup

d'hommes, un symbole, et il le sait. Son devoir est de maintenir droite, claire, une doctrine, une vérité historique, une attente résolue. Pour toutes ces raisons, il est condamné. »

Ce rôle de passeur condamné a conduit à la fondation, quelques mois avant l'assassinat de Trotsky, de la IV^e Internationale. Ce qui fait dire à Daniel Bensaid¹ : « De notre capacité à tenir les deux bouts de la chaîne, à ne pas perdre le fil d'une identité politique, et à nous engager sans préjugés dans les dialogues qui s'ouvrent, dépend l'avenir. Voie étroite sans aucun doute, entre les tentations sécuritaires de la rhétorique sectaire, et le mol oreiller du doute sans méthode. » Et de citer Trotsky : « Je ne sais à quelle étape arrivera la IV^e Internationale. Personne ne le sait. Il est possible que nous devrions entrer de nouveau dans une Internationale unifiée avec la II^e et la III^e. Il est impossible de considérer le destin de la IV^e Internationale indépendamment de celui de ses sections nationales et vice versa [...]. Il faut prévoir des situations sans précédent dans l'histoire [...]. Si nous considérons la IV^e Internationale seulement comme une forme internationale qui nous oblige à demeurer des sociétés indépendantes propagandistes dans toutes les conditions, nous sommes perdus. Non, la IV^e Internationale c'est un programme, une stratégie, un noyau de direction internationale². » □

1) <http://danielbensaid.org/Le-dernier-combat-de-Trotsky>

2) Trotsky, Œuvres, tome VIII, p. 184, EDI.